

cyberpresse.ca

LA PRESSE



LA PRESSE À LAKE LOUISE

JOHN KUCERA MÉDAILLE D'OR EN SUPER-G

SPORTS PAGES 1 ET 5

PHOTO JEFF HAYNES, AFP

À VOS CRAYONS!
LE CONCOURS
DE CONTES
ET DE DESSINS
DES FÊTES EST
DE RETOUR!
ACTUEL PAGE 1

POP-ROCK
DÉDÉ...
POUR LA VIE
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

ESSAI
VOLKSWAGEN
RABBIT,
LE MAGICIEN
L'AUTO PAGE 1 ET 10

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Avenue du Parc ou boulevard Robert-Bourassa? Les conseillers vont voter selon leur conscience. Que feront ceux qui n'en ont pas?
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8
Astrologie du jour	ACTUEL 5
Décès	ACTUEL 6
Forum	A 14 et 15
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 6
Monde	A 12 et 13
Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4

Météo
Faible pluie maximum 4, minimum 0, plus de détails en page SPORTS 8



MOYENS DE PRESSION DES MÉDECINS SPÉCIALISTES

QUÉBEC SAISIT LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

TRISTAN PÉLOQUIN

Incapable de convaincre les médecins spécialistes de revenir à la table de négociations et de cesser « l'escalade

des moyens de pression », le ministre Philippe Couillard demande au Conseil des services essentiels de se prononcer sur la question.
« Le gouvernement a demandé

au Conseil de se prononcer sur deux ordres de moyens de pression utilisés par les médecins, a précisé hier le ministre de la Santé et des Services sociaux. D'une part, nous voulons qu'il

se penche sur le refus répété des médecins spécialistes de conclure une entente sur l'assurance responsabilité.

» Voir **QUÉBEC** en page A16

Les islamistes turcs protestent contre la visite du pape



PHOTO PAWEŁ KOPCZYŃSKI, REUTERS

Un manifestant tient son fils sur ses épaules pendant le rassemblement organisé hier à Istanbul par le parti islamiste radical Saadet pour protester contre la visite du pape Benoît XVI en Turquie.

Benoît XVI ne pouvait pas tomber plus mal



AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
TURQUIE

ISTANBUL — Sornois, inculte, impertinent, envoyé du sionisme : voilà le genre d'épithètes qui ont été servies hier au pape Benoît XVI à la veille de sa visite de quatre jours en Turquie – son tout premier voyage en pays musulman.

Des milliers de protestataires s'étaient rassemblés à Istanbul sous une mer de drapeaux rouge

et blanc, les couleurs de la Turquie. Tenue dans un tronçon de voie rapide fermé à la circulation, en périphérie de la métropole turque, la manifestation était organisée par le Parti islamiste radical Saadet, ou parti du bonheur. Son objectif : signifier au pape qu'il n'est pas le bienvenu en Turquie.

» Voir **PAPE** en page A16

Nouveau duel entre homme et machine

Le champion du monde des échecs affronte le « monstre » *Deep Fritz!*

ROBERT HUNTINGTON
ASSOCIATED PRESS

BONN, Allemagne — Le petit monde des échecs est en effervescence. Tout juste auréolé de son titre de champion du monde des échecs, le meilleur représentant des humains, le Russe Vladimir Kramnik, livre un combat plus épique encore : un duel contre la machine, en l'occurrence le fameux programme *Deep Fritz*.

Kramnik est devenu champion du monde incontesté le mois dernier, lorsqu'il a battu le Bulgare Veselin Topalov lors d'un match réunifiant les deux fédérations d'échecs, divisées depuis 1993. Cet affrontement est présenté par certains spécialistes comme l'une des dernières occasions pour l'homme de battre la machine. Il se déroule depuis samedi jusqu'au 5 décembre à Bonn, en Allemagne, pays d'origine de la société ChessBase, qui commercialise le logiciel *Fritz*.

» Voir **DUEL** en page A9

Ne manquez pas styles de vie

| mode | maison | cuisine | bien vivre |



Le magazine de toutes les tendances
MERCREDI
dans
La Presse

Les Éditions
gesta

SOMMET DE L'OTAN

Demain s'ouvre officiellement à Riga le sommet des 26 chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

On y fera notamment le point sur le déroulement des opérations en Afghanistan, où l'OTAN souhaite une participation plus musclée de certains de ses membres. Pour la Lettonie, petit pays balte aux portes de la Russie, et sa présidente, Vaira Vike-Freiberga, qui a mené toute sa carrière à Montréal, il s'agit d'une consécration. *La Presse* est sur place.

LA LETTONIE



ANDRÉ DUCHESNE
ENVOYÉ SPÉCIAL

LETTONIE

RIGA — Le ciel de Riga est envahi par le bruit des hélicoptères militaires. Le vrombissement de leur moteur fait un vacarme de tous les diables.

« Samedi soir, ils balayaient le toit des immeubles avec leurs gros phares », dit Martins Auzins, étudiant en sciences politiques à l'Université Riga Stradins.

Dans les rues, des employés recouvrent les panneaux de signalisation. Des policiers et des

militaires font le guet. Le bruit des sirènes s'accroît. Des clôtures sont érigées.

Pas de doute, c'est le branle-bas dans la capitale de la Lettonie à la veille de l'ouverture du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, organisation militaire créée, à l'origine, pour faire face au bloc communiste.

Le fait que la rencontre de 2006 ait lieu dans une ancienne république de l'URSS en dit long sur les transformations politiques des 15 dernières années. Et sur leur impact sur la mission de l'alliance.

Les thèmes de la rencontre sont connus : transformation de l'organisation, élargissement à d'autres pays et, surtout, le point sur les opérations actuelles. La question de l'Afghanistan, où l'OTAN dirige la majorité des forces militaires,

sera à l'ordre du jour de toutes les discussions.

De nombreuses nations, membres ou non de l'OTAN, sont présentes en Afghanistan. Mais seulement quatre partagent les tâches les plus dures : les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Ce sont leurs troupes qui font face aux talibans et qui perdent le plus d'hommes. Elles veulent un engagement plus musclé des partenaires.

« Ça fait quelques mois déjà qu'on dit qu'on veut plus de soldats et il ne se passe rien », dit Marc-André Boivin, chercheur au Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié à l'Université de Montréal.

La semaine dernière, au cours de la rencontre des parlementaires de l'OTAN à Québec, le secrétaire général, Jaap de Hoop Scheffer, avait rappelé :



C'est le branle-bas dans les rues de Riga, où des employés municipaux recouvrent les panneaux de signalisation et érigent des clôtures.

PHOTO ANDRÉ DUCHESNE, LA PRESSE

BVLGARI



DIAGONO ALUMINIUM

CHÂTEAU D'IVOIRE

MONTRÉAL
2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651,
SANS FRAIS | 888 883 8283

3434284

Un pipeline... de vodka

ANDRÉ DUCHESNE

Au début de novembre, des employés de Buholovo, ville située près de la frontière russe, ont découvert un pipeline de vodka enfoui à deux mètres sous terre. Ils creusaient pour planter des arbres. Le pipeline était bricolé avec un tuyau d'arrosage et expédiait de la vodka frelatée de la Russie vers la Lettonie.

C'est là le plus récent épisode d'un problème récurrent dans la société lettone : les problèmes d'alcool en région. La Lettonie surfe sur la vague d'un boom économique qui frise la sur-

chauffe. Les villes en profitent, mais les régions rurales sont à la traîne. Peu instruits, occupant de petits emplois, au chômage ou à la retraite avec de maigres revenus, les habitants se tournent vers l'alcool.

À la fin d'octobre, la région de Latgale a connu une vague d'empoisonnements à la vodka frelatée. Des traces de désinfectant ont été trouvées dans le produit. Huit personnes sont mortes, et des dizaines d'autres ont été hospitalisées. On croit que la vodka provenait de la région russe de Pskov, à la frontière lettone, où les problèmes d'alcoolisme sont similaires.

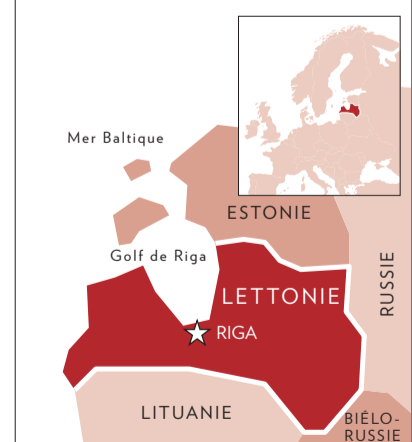
L'OTAN EN BREF

Créée par un traité signé à Washington en avril 1949, l'OTAN était à l'origine une alliance militaire fondée sur un système de défense commun. Elle incluait 12 pays, dont le Canada et les États-Unis. Il s'agissait de se protéger contre toute menace politique, idéologique et militaire. À l'époque, cela visait directement les pays du bloc de l'Est, alignés sur l'URSS. Mais avec la chute du monde communiste, l'OTAN s'est redéfinie. Son processus

de transformation inclut un élargissement de ses membres, allant jusqu'à inclure d'anciennes républiques soviétiques comme les trois États baltes. L'organisme compte maintenant 26 membres, en plus d'établir des partenariats de coopération avec des pays non membres, comme la Russie. Quant à ses activités, elles incluent maintenant des opérations de pacification, comme en ex-Yougoslavie et en Afghanistan.

Lettonie

Capitale : Riga
Superficie : 63 700 km²
Population : 2,3 millions d'habitants
Langues : lettone, russe
Nature de l'État : République parlementaire
Présidente : Vaira Vike-Freiberga



PRÉCISION

Nous avons écrit hier que la Lettonie avait été occupée de 1940 à 1991 par l'Union soviétique. En fait, il faut préciser qu'une première occupation a eu lieu en 1940-1941. L'Allemagne nazie a ensuite occupé le pays durant près de quatre ans avant que l'URSS reprenne le territoire et y reste jusqu'en 1991. Nos excuses.

SOMMET DE L'OTAN

À L'HEURE DE L'OTAN

« La raison d'être de l'OTAN est la solidarité et le partage des risques. »

L'exemple letton

Le pays hôte veut montrer l'exemple. « Nous avons un contingent qui est limité (35 soldats) en ce moment, et notre intention est d'augmenter notre présence », a dit la présidente, Vaira Vike-Freiberga, en entrevue à *La Presse*.

C'est aussi ce qu'a écrit le *Baltic Times* dans sa dernière livraison. Citant le ministre de la Défense de Lettonie, l'hebdomadaire indiquait que le contingent de 125 soldats déployé en Irak pourrait être redéployé en Afghanistan.

À l'opposé, la chancelière Angela Merkel a indiqué que l'Allemagne n'avait pas l'intention d'en faire plus. « Nous avons pris la responsabilité dans le Nord et pouvons intervenir en

cas d'urgence dans le Sud. Le mandat ne changera pas », a-t-elle affirmé récemment.

« Pour des raisons historiques évidentes, l'action des troupes allemandes est sévèrement circonscrite, évoque Marc-André Boivin. Elles ne peuvent être

nes unités n'ont pas les capacités techniques pour le combat de nuit. Elles refusent donc de s'aventurer dans la nuit afghane.

D'autres thèmes importants seront abordés à la conférence, dont la présence de l'OTAN au Kosovo, où la situation demeure

affirmé que le sommet serait l'occasion d'envoyer un signal sur l'élargissement. Ce signal dépendra des résultats obtenus quant à l'atteinte de certains objectifs politiques et économiques.

Aux portes de la Russie

Le sommet constitue-t-il un pied de nez à la proche Russie, qui essaie de maintenir une certaine influence dans la région? Spécialiste de la Lettonie à l'Université d'Aberdeen, en Écosse, David Galbraith croit qu'il s'agit en fait de montrer à la Russie et au reste du monde que les États baltes sont dans le camp de l'Ouest. « C'est une rhétorique du président Bush depuis leur adhésion », dit-il.

Il ajoute que le sommet de Riga est une façon de saluer la politique étrangère du pays. « La Lettonie a fortement appuyé

ce qu'on appelle la guerre au terrorisme. »

Qu'en pensent les Lettons? « Il est vrai que les projecteurs sont tournés vers nous, mais cela ne va pas améliorer notre sécurité », dit Janis Ikstens, professeur de sciences politiques à l'Université de Lettonie. Je vois plutôt ce sommet comme une belle façon de dire au revoir à notre présidente. Elle a été très active pour faire entrer la Lettonie au sein de l'OTAN. Et elle a une très bonne relation avec le président Bush. »

Dans la rue, les citoyens se réjouissent. Ils trouvent sympathique l'idée que les yeux de la planète soient tournés vers Riga. Mais ils aiment moins les mesures de sécurité mises en place pour l'occasion. Plusieurs entendent d'ailleurs profiter du décret faisant des 27, 28 et 29 novembre des jours fériés pour filer à la campagne.

Le fait que la rencontre de 2006 ait lieu dans une ancienne république de l'URSS en dit long sur les transformations politiques des 15 dernières années.

impliquées dans des combats. Les insurgés sont très conscients des restrictions imposées aux soldats allemands. Ils savent très bien qu'ils ont énormément de marge de manœuvre. »

Autre problème, les troupes n'ont pas tous les équipements requis pour la bonne marche des opérations. Par exemple, certai-

volatile, et l'aide au Darfour.

L'OTAN, qui compte maintenant 26 membres, n'en accueillera pas d'autre. Par contre, des discussions auront lieu sur d'éventuels candidats. L'Ukraine, la Géorgie, l'Albanie, la Croatie, la Macédoine et d'autres attendent leur tour. En avril dernier, le secrétaire général Scheffer avait



La présidente de la Lettonie, Vaira Vike-Freiberga, et le ministre de la Défense, Atis Slakteris, photographiés lors du défilé militaire soulignant le jour de l'Indépendance, le 18 novembre dernier. PHOTO INTS KALNINS, REUTERS

CINQ QUESTIONS À LA PRÉSIDENTE DE LA LETTONIE

« Nous souhaitons que l'OTAN garde une politique de la porte ouverte »

ANDRÉ DUCHESNE

RIGA — Éluë présidente de la Lettonie en 1999, Vaira Vike-Freiberga cultive des liens privilégiés avec Montréal. Après avoir décroché un doctorat en psychologie expérimentale à l'Université McGill en 1965, elle a fait toute sa carrière à l'Université de Montréal.

C'est la Seconde Guerre mondiale qui a poussé sa famille à quitter la Lettonie en 1944. Après des séjours en Allemagne et au Maroc, Vaira Vike-Freiberga a déménagé à Toronto en 1954 avant de s'établir chez nous.

Réélue en 2003, M^{me} Vike-Freiberga, qui aura 69 ans le 1^{er} décembre, quittera ses fonctions à l'été 2007, après avoir terminé son second mandat – un maximum.

La Constitution limite ses pouvoirs. Mais plusieurs, même chez ses adversaires, reconnaissent qu'elle a fait avancer son pays sur l'échiquier international. *La Presse* a rencontré la présidente Vike-Freiberga au château de Riga.

Q Où se trouvait la Lettonie à votre arrivée, et où est-elle maintenant?

R Il y a eu des changements considérables dans notre statut international, mais aussi dans les structures administratives, démocratiques et législatives de notre État. En 1999, la Lettonie a présenté sa candidature à l'Union européenne. Dès mon entrée en fonction, j'ai dû faire face aux

« Il y a eu des changements considérables dans notre statut international, mais aussi dans les structures administratives, démocratiques et législatives de notre État. »

changements législatifs qu'exigeait notre adoption. Trois jours après mon entrée en fonction, j'ai dû retourner au Parlement une loi sur le statut linguistique. Il fallait la rendre plus précise en ce qui concerne l'usage de n'importe quelle langue dans le secteur privé et le letton comme langue officielle dans le domaine public. Répondre à des critères de démocratie, comme le respect des minorités, était une condition d'acceptation.

Q Qu'en est-il de votre entrée dans l'OTAN?

R En 1999, il n'était même pas certain qu'il y aurait un autre élargissement. De plus, nous ressentions encore les résultats de la crise bancaire de la Russie. Plusieurs compagnies lettones

qui y exportaient leurs produits ont fait faillite, faute de paiements. Donc, ça a été un moment de crise économique et d'incertitude politique. Mais l'incertitude politique s'est estompée grâce aux progrès extrêmement rapides dans nos négociations avec l'UE. Pour l'OTAN, nous avons eu des décisions favorables couronnées par l'acceptation des nouveaux membres au sommet de Prague (2002). Le couronnement de ce processus

est le choix de Riga comme lieu du sommet de 2006.

Q Qu'est-ce que la Lettonie attend le plus du sommet?

R Nous souhaitons que l'OTAN garde une politique de la porte ouverte pour les pays de notre région qui ont manifesté le désir d'y adhérer. Il faut encourager les pays en train de poursuivre des efforts et des réformes qui, nous le savons d'expérience, demandent de la volonté politique, un investissement considérable de ressources financières et l'appui de la population.

Q Quels étaient vos propres objectifs en arrivant à la présidence?

R Notre but immédiat était d'accéder à l'UE pour ne pas être un pays sous-développé en marge de celle-ci. Surtout dans la perspective que les deux autres pays baltes manifestaient cette intention. L'OTAN était certainement un but pour notre sécurité.

Les autres buts étaient de renforcer les structures démocratiques du pays, d'encourager les réformes nécessaires pour que l'État fonctionne mieux au service du citoyen et d'encourager la croissance économique.

Q Comment qualifier vos relations avec la Russie?

R Elles ne sont pas aussi cordiales qu'avec nos autres voisins. Il y a des différences fondamentales, comme l'interprétation des événements de la Seconde Guerre mondiale. Si l'URSS a contribué, avec les Occidentaux, à vaincre le nazisme, le régime qui l'a remplacé était tellement totalitaire et sanguinaire que ce n'était guère une amélioration. Tout en disant que, légalement, elle ne prend pas la responsabilité des crimes commis par l'Union soviétique, la Russie fédérale, pour des raisons qui nous échappent, semble vouloir s'accaparer la gloire de la victoire sur le nazisme. Si on veut prendre la gloire, il faut aussi accepter et comprendre les crimes contre l'humanité commis par ce régime, dont ceux faits dans notre pays.

ACTUALITÉS

Les garderies privées réclament un médiateur

TRISTAN PÉLOQUIN

Insatisfaite de la réponse de la ministre Carole Thérberge à ses demandes de financement accru, l'Association des garderies privées du Québec réclame la nomination d'un médiateur.

Bien qu'aucune négociation formelle ne soit en cours, les propriétaires de ces garderies, qui reçoivent du gouvernement 7 \$ de moins par jour et par enfant que les CPE publics, estiment que la ministre de la Famille fait dangereusement la sourde oreille à leurs demandes.

L'Association des garderies privées du Québec a donc organisé une vaste manifestation qui a réuni hier plusieurs centaines de parents, d'enfants, d'éducatrices et de gestionnaires devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest. « Pas d'enfants de deuxième classe », « places à contribution réduite, pas à qualité réduite », pouvait-on lire sur certaines des pancartes brandies à bout de bras.

« Le gouvernement fait preuve d'une attitude dictatoriale envers nous. Depuis quelques jours, des inspecteurs entrent dans nos garderies et agissent comme de véritables poupons macoutes », a lancé devant la foule le président de l'association, Sylvain Lévesque.

Selon lui, ces inspecteurs ont remis des avis de non-conformité à une centaine de garderies privées. Depuis le début du mois de septembre, ces dernières n'ont plus le droit de facturer des sommes supplémentaires



L'Association des garderies privées a organisé une manifestation devant les bureaux montréalais de Jean Charest hier pour réclamer un financement accru des garderies privées.

aux parents et doivent s'en tenir à la contribution réduite de 7 \$ par jour.

« On veut bien facturer 7 \$ par jour mais, pour cela, il faut que le gouvernement assume

ses responsabilités et finance les garderies privées de façon équitable », a lancé M. Lévesque, ajoutant que les inspections gouvernementales sont « abusives ».

Les parents écoperont

Selon le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, environ 200 des 544 garderies privées subventionnées font actuelle-

ment l'objet de plaintes pour surfacturation. Ces garderies reçoivent du gouvernement 33 \$ par enfant, à quoi s'ajoute la contribution parentale de 7 \$.

Par comparaison, les garderies privées non subventionnées, qui doivent respecter les mêmes exigences réglementaires et suivre le même programme éducatif, facturent quant à elles entre 25 \$ et 30 \$ par jour en moyenne.

Les 100 garderies qui ont reçu un avis d'infraction pourraient voir leurs subventions cesser début décembre, craint M. Lévesque. « Malheureusement, ce seront alors les parents qui écoperont. Ces garderies n'auront d'autre issue que de demander 40 \$ par jour, voire plus », affirme-t-il.

Dans un communiqué diffusé après la manifestation, la ministre Carole Thérberge a réitéré son intention de maintenir l'interdiction faites aux garderies privées de facturer plus de 7 \$ par jour.

« Le rôle du Ministère est de veiller à ce que les parents qui utilisent le réseau des services de garde ne paient pas deux fois pour le même service. La loi sur les services de garde prévoit que les titulaires de permis doivent offrir un programme éducatif complet, en échange de quoi ils reçoivent les ressources nécessaires pour répondre aux objectifs fixés par la loi », a affirmé la ministre.

Fin octobre, le Ministère a indiqué qu'il couperait les vivres à six garderies qui pratiquaient la surfacturation. La situation a été réglée dans les six cas, affirme le Ministère, et aucune sanction ne sera appliquée.

SUBARU • BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS

IMPRESIONNEZ VOS VOISINS



Impreza 2.5i 2007 berline ou familiale sport

Traction intégrale symétrique à prise constante de Subaru

Équipement de série

- Moteur SUBARU BOXER de 2,5 L à quatre cylindres opposés horizontalement
- 173 ch, couple de 166 lb-pi
- Transmission manuelle à 5 rapports (5MT) ou transmission automatique à contrôle électronique direct à 4 rapports (4EAT) en option
- Coussins gonflables frontaux et latéraux pour le conducteur et le passager avant
- Antivol
- Roues de 16 po avec jantes en alliage d'aluminium
- Chaîne audio AM/FM/lecteur CD, 4 haut-parleurs
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Lève-glaces électriques; verrouillage électrique des portes et télédéverrouillage
- Appuie-têtes anti-syndrome traumatique cervical (sièges avant)
- Freins ABS avec distribution électronique de la force de freinage (EBD)
- Et encore...

BERLINE

LOUEZ À PARTIR DE

259\$*

taxes en sus

TAUX DE LOCATION 3,8% / 48 MOIS

FAMILIALE SPORT

LOUEZ À PARTIR DE

269\$**

taxes en sus

TAUX DE LOCATION 3,8% / 48 MOIS



Forester 2.5X 2007

LOUEZ À PARTIR DE

319\$***

taxes en sus

TAUX DE LOCATION

3,8%

/ 48 MOIS

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE
CARREFOUR SUBARU AUTO
SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU AUTO CENTRE
MONTREAL
SUBARU RIVE-SUD
GREENFIELD PARK

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY
SUBARU DE LAVAL
ADM AUTOMOBILES

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG
SUBARU SAINT-JÉRÔME
SAINT-JÉRÔME

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE DES-MONTS
SUBARU DES SOURCES
DOLLARD DES ORMEAUX

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE
JOHN SCOTTI SUBARU
SAINT-LEONARD

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

Traction intégrale



SUBARU

www.subaru.ca

* Pour le modèle Impreza 2.5i berline 2007 5 vitesses (7F-1R); paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Complément 3 412,80 \$ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 786,55 \$ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 c du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. ** Pour le modèle Impreza 2.5i sport familiale 2007 5 vitesses (7C-1R); paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Complément 3 412,80 \$ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 797,95 \$ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 c du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. *** Pour le modèle Forester 2.5X 2007 5 vitesses (7H1X0); paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Complément 3 412,80 \$ (taxes incluses) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 854,92 \$ (taxes incluses). Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 c du Km excédentaire. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 30 novembre 2006.



YVES BOISVERT

CHRONIQUE

L'affaire Coffin : doutes sur doutes

Si ce qu'on a lu depuis une semaine dans *The Gazette* et dans *La Presse* est vrai, si on a trouvé « le vrai coupable » dans l'affaire Coffin, nous serons en face d'une leçon d'humilité judiciaire comme notre système ne s'en est jamais fait servir.

Il n'y a pas de cause plus célèbre dans nos annales judiciaires que l'affaire Wilbert Coffin. Il n'y a pas d'affaire plus analysée, décortiquée en tous sens.

Accusé, puis condamné pour le meurtre de trois chasseurs américains en Gaspésie en 1953, Coffin a été pendu en 1956.

« Je n'ai jamais raté une corde », aimait dire le procureur Paul Miquelon, mort l'an dernier à 100 ans passés. Et celle-là, il ne la raterait pas. Le verdict de culpabilité contre le prospecteur de 40 ans est tombé après 30 minutes de délibération au palais de justice de Percé, à l'été 1954. Ce verdict, comme la peine de mort prononcée contre Coffin, ont été confirmés par la Cour d'appel. La Cour suprême a refusé d'entendre l'affaire. À cause des protestations, le cabinet fédéral a forcé la Cour suprême à examiner la cause par le moyen d'un renvoi. Ça ne s'était jamais fait dans une affaire criminelle. À cinq contre deux, les juges ont confirmé la validité du verdict. Le cabinet a ensuite rejeté une demande de clémence royale.

C'est après la pendaison que commence la deuxième affaire Coffin. Des journalistes de Toronto affirment que Coffin n'aurait jamais dû être condamné. Toute une série d'hypothèses sont avancées quant à un coupable potentiel – il n'est jamais question de celui dont on parle maintenant, Philippe Cabot. Des gens s'avouent faussement coupables des meurtres.

Jacques Hébert, journaliste, prend le relais et publie deux livres : *Coffin était innocent* (1958),

La plus grande prudence s'impose, évidemment. Mais ceux qui ont rencontré les membres de cette famille très troublée ne pensent pas que l'histoire est farfelue.

puis un pamphlet virulent, *J'accuse les assassins de Coffin* (1963).

En plus de se faire redresseur de torts, Hébert mène deux combats qui lui valent des appuis dans les milieux progressistes, tant à Montréal qu'à Toronto : la lutte contre la peine de mort et contre le duplessisme.

La pression médiatique est trop forte. Et puis, Duplessis est mort. En janvier 1964, Jean Lesage crée une commission d'enquête. Pour la présider, il choisit un juge émi-

nent, Roger Brossard, de la Cour supérieure. Comme procureur, on nomme Jules Deschênes, qui deviendra le juge fameux que l'on sait.

Un des premiers témoins est Jacques Hébert lui-même. On apprend qu'il n'a pas fait un travail journalistique très sérieux. Il n'avait pas assisté au procès de Coffin et n'en avait même pas lu les transcriptions complètes. Ses thèses et hypothèses ont été battues en brèche. Il paraît mal.

Pas moins de 214 témoins ont été entendus lors de 144 séances;

436 pièces ont été déposées. Fait sans précédent, les 12 jurés ont témoigné.

Conclusion de la commission? « L'ensemble de la preuve soumise à cette commission tend à confirmer – et non à contredire – le verdict du jury de Percé et les décisions de nos tribunaux à l'effet que Coffin n'était pas innocent du meurtre dont il fut accusé. Le procès Coffin n'a pas été une injustice. L'affaire Coffin en a été une. »

Après tout, 80 témoins à charge ont été entendus au procès. Coffin a été le dernier vu avec un des Américains, venu chercher une pompe pour réparer son véhicule. On a retrouvé des objets des Américains en sa possession. Dont cette pompe – qui n'aurait donc jamais été installée. L'avocat de Coffin aurait fait disparaître l'arme du crime, un fusil de chasse emprunté à un homme qui ne l'a jamais revue. Coffin n'a pas témoigné pour sa défense et n'a fait entendre aucun témoin. Il a dépensé de l'argent américain allégrement après la disparition des chasseurs. Louche, tout ça.

Après la commission, Hébert allait ensuite être accusé d'outrage au tribunal, défendu par Pierre Elliott Trudeau, même emprisonné pendant trois jours, puis acquitté en appel.

Imaginez : un procès devant jury, un appel, une demande d'appel en Cour suprême rejetée, un appel imposé en Cour suprême, une demande de clémence rejetée et, pour couronner le tout, une commission d'enquête menée par deux esprits juridiques supérieurs, au-dessus de tout soupçon. Que demander de plus? Or, au bout de tous ces processus, on en arrive à de mul-

tiples confirmations du verdict. Et voilà que, aujourd'hui, tout est remis en question par le témoignage de Jean-Gabriel Cabot, qui dit avoir vu son père, Philippe Cabot, assassiner les Américains en 1953. Il avait 8 ans. Il a longtemps gardé le secret, pour le dire à ses sœurs en 1991. Il est mort le printemps dernier. Le père, lui, est mort en 1998.

La plus grande prudence s'impose, évidemment. Mais ceux qui ont rencontré les membres de cette famille très troublée ne pensent pas que l'histoire est farfelue.

Un comité nommé par Ottawa révisé actuellement le dossier. Il sera probablement impossible de confirmer cette version avec certitude.

Mais si c'est vrai, cela veut dire trois choses. Un innocent a été exécuté; même des organismes sophistiqués de recherche de la vérité peuvent se tromper royalement les uns après les autres; les protections parfois tatillonnes dont notre système judiciaire entoure les accusés pour éviter les condamnations injustes ne sont pas là pour rien : elles disent notre refus que l'erreur, impossible à éviter totalement dans le jugement des choses humaines, se fasse aux dépens d'un innocent.

COURRIEL pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

OPÉRATION COLISÉE

Onze suspects courent toujours

TRISTAN PÉLOQUIN

Seize personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec la mafia montréalaise et ciblées par l'opération Colisée courent toujours. Parmi elles, cinq sont entrées en contact avec les policiers et pourraient se livrer d'un jour à l'autre. Les 11 autres ont disparu dans la nature.

Parmi les 11 suspects au large figure Lorenzo Giordano, âgé de 43 ans, accusé de tentative de meurtre dans le cadre d'un incident survenu au restaurant Le Globe, boulevard Saint-Laurent, en avril 2004. La résidence de M. Giordano a été saisie peu après l'opération policière de la

semaine dernière, mais le suspect n'a donné aucun signe de vie. Il est considéré comme dangereux par la GRC.

Les policiers cherchent également Rocco Caruso, considéré comme le bras droit du clan Rizutto.

Marilyn Béliveau, âgée de 32 ans, figure également dans la liste des personnes recherchées. Ancienne employée de l'Agence des services frontaliers du Canada, elle est soupçonnée de corruption.

« Certains des (cinq) suspects avec qui nous avons établi un contact sont actuellement à l'extérieur du pays, indique le caporal Sylvain L'Heureux, porte-parole de la GRC. Des négociations sont

en cours pour qu'ils se livrent à la police dès leur retour. »

Selon le caporal L'Heureux, rien ne permet de croire que les suspects qui ont échappé aux policiers étaient au courant d'une rafle imminente. « C'est une information qui a beaucoup circulé ces derniers jours. Mais si les suspects avaient été mis au courant de l'opération, nous n'en aurions probablement pas capturé 73. »

La GRC affirme avoir saisi la plupart des biens liés aux produits de la criminalité. « Nous recherchons toujours un certain nombre de véhicules, précise le caporal L'Heureux. Contrairement aux maisons, ce sont des objets qui se déplacent facilement. »

LES BEAUX

Noëls

LA CHAUSSETTE ITALIENNE LAINE ET ANGORA 6.99
C'est le petit cadeau qui a un succès assuré parce que toutes les filles adorent glisser leurs pieds dans de douces chaussettes en fin tricot de laine. Rayures en 4 combinaisons mode et en coloris unis de rouge, vert, choco, gris, marine. Taille unique. Rég. 10.00 Une exclusivité Simons.



www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

LES BEAUX

Noëls

LE CHAUD GANT MOUTON RETOURNÉ 69.95
Mains frileuses, cadeau idéal ! La chaude toison frisée du mouton promet la chaleur et le confort même par temps très froid. Forme coupée-cousue, surpiquées sur la main. Noir, moka, castor. 6 1/2 à 8. Rég. 95.00



www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

Treize manifestants arrêtés à Westmount



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Treize manifestants pour les droits des animaux ont été arrêtés hier soir parce qu'ils troublaient la paix dans les rues de Westmount. Munis d'un porte-voix, une vingtaine de jeunes ont scandé des slogans pendant plusieurs minutes devant la maison d'un dirigeant de compagnie pharmaceutique, près des rues Sherbrooke Ouest et Roselyn. La police a dû intervenir pour tenter de les disperser. Puisque les manifestants ont refusé d'obtempérer, les agents du SPVM les ont arrêtés. Quelques jeunes ont réussi à prendre la fuite. C'est la 20^e fois cette année que les activités de ce groupe forcent l'intervention du SPVM. L'une des manifestantes a confié à *La Presse* que leurs récriminations visent la Huntingdon Life Science Company, entreprise qui teste des produits sur les animaux. — Ariane Lacoursière

Changement du nom de l'avenue du Parc

La réunion du conseil s'annonce houleuse

ARIANE LACOURSIÈRE

La soirée promet d'être mouvementée ce soir au conseil municipal de Montréal. En plus des opposants qui viendront protester contre le projet de changement de nom de l'avenue du Parc, d'autres citoyens réclameront le démantèlement d'une fourrière où s'entassent des centaines de voitures sous l'autoroute Métropolitaine.

Le vote sur le changement du nom de l'avenue du Parc pour «boulevard Robert-Bourassa», qui a soulevé les passions au cours des dernières semaines, est prévu pour ce soir.

Selon le maire de Montréal, Gérald Tremblay, les conseillers pourront voter

comme bon leur semble, sans devoir suivre une ligne de parti.

Plusieurs citoyens qui souhaitent que l'artère conserve son nom viendront manifester une dernière fois.

Manif de 500 personnes

«Sept autobus partiront du secteur de l'avenue du Parc et amèneront gratuitement les gens devant l'hôtel de ville. Nous attendons quelque 500 personnes», prévoit le porte-parole du groupe Sauvons l'avenue du Parc, Mario Rizzi.

Peu avant l'ouverture du conseil, l'Association des marchands de l'avenue du Parc annoncera le résultat de sa campagne de sensibilisation.

«Nous avons amassé plus de 40000 signatures de citoyens d'un peu partout à

Montréal. Si le maire décide tout de même de changer le nom de la rue, je n'hésiterai pas à lui demander ce qu'il faudrait faire de plus. Faudra-t-il récolter 100000 signatures?» demande Chris Karidogiannis, secrétaire de l'Association.

Un autre sujet sera également débattu: un groupe de citoyens du quartier Saint-Michel viendra réclamer la disparition d'une fourrière sous l'autoroute Métropolitaine.

Fourrière à Saint-Michel

La Presse avait fait état il y a quelques temps de l'utilisation de ce terrain par la compagnie Fourrière Météor.

«Il y a plus de 500 autos. Ce n'est pas beau. En plus, les dépanneuses de Météor circulent dans notre quartier et font énormément de bruit.

«Plus de 60 personnes nous ont déjà appelés pour réclamer le départ de cette compagnie. Nous aimerions que la Ville fasse des pressions dans ce dossier», explique André Lorrain, membre d'un comité de citoyens du quartier qui compte se faire entendre à la période de questions.

«Mais avec tous les gens qui y seront pour protester contre le boulevard Robert-Bourassa, on risque d'être pas mal dans l'ombre!» prévoit M. Lorrain.

Un homme enfonce les bureaux de la CSST

LE SOLEIL

Un homme de Lévis âgé de 51 ans a tenté de mettre fin à ses jours de façon spectaculaire, hier, en enfonceant les bureaux de la CSST avec son véhicule. À bord se trouvaient deux bidons d'essence reliés à un mécanisme de mise à feu.

À l'arrivée des policiers au 777, rue des Promenades, à Saint-Romuald, l'automobile se trouvait déjà à l'intérieur du bâtiment. Le forcené était assis dans l'habitacle et menaçait de déclencher le dispositif d'allumage.

Le fait que l'homme ait commis son geste aux bureaux de la Commission

de la santé et de la sécurité du travail n'est pas un hasard. L'individu est en litige avec la CSST. Il y a un an, il s'était présenté dans ces mêmes locaux et avait menacé les employés. Il avait ensuite menacé de s'enlever la vie en se barricadant dans son véhicule, un couteau sous la gorge.

QUÉBEC 1608 - 2008

MonQuebec2008.com

Québec

VILLE DE QUÉBEC

Canada

RÉSULTATS DES TIRAGES DU: 2006-11-26	
649	03 07 08 10 17 20 28 31 35 36 38 39 42 43 44 45 50 52 56 66
49	07 10 25 15 26 28 37
Extra 1660700*	500 000 \$
*décomposable dans les deux sens	
RÉSULTATS DES TIRAGES DU: 2006-11-25	
649	01 18 20 37 23 41 47
49	07 10 25 15 26 28 37
Extra 2982251*	500 000 \$
*décomposable dans les deux sens	
25 000 \$ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL!	
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.	

CRTC

Avis public
CRTC 2006-141

Canada

Le Conseil a été saisi de la demande qui suit. La date limite pour le dépôt des interventions/observations est le **13 décembre 2006**.

• **TELUS COMMUNICATIONS INC.** — Modification de licence d'une entreprise de distribution par câble de classe 1 — Rimouski, Saint-Georges, Sept-Îles, Baie-Comeau, Gaspé, Montmagny, Sainte-Marie, Mont Tremblant et leurs régions avoisinantes (Québec)

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public **CRTC 2006-141**. Si vous désirez appuyer ou vous opposer à une demande ou obtenir une copie de l'avis public, veuillez consulter le site Web du CRTC au www.crtc.gc.ca à la section « instances publiques » ou appelez le numéro sans frais 1-877-249-CRTC. Toute information que vous soumettez, incluant tout renseignement personnel, sera disponible sur le site Internet du CRTC.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

L'OFFRE

Prêt POUR
l'hiver chez **LUCIANI**
ACURA
avec PNEUS • TAPIS • ESSUIE-GLACES D'HIVER*RL 2006
RABAIS de 10 000\$*

2 en stock

- 1 Stock : 60635
Bleu opulent perlé sur cuir parchemin - 5 000 km
- 2 Stock : 60716
Brume de désert sur cuir parchemin - 6 000 km

Photo à titre indicatif

TL Dynamic 2006
6 vitesses, navigation

RABAIS de 4 000\$*

2 en stock

- 1 Stock : 60402
Noir faucon perlé sur cuir noir - Neuve
- 2 Stock : 60372
Anthracite métallisé sur cuir noir - Neuve



Dean Walker



Yassir Assouli

Venez rencontrer Dean Walker et Yassir Assouli nouvellement chez Luciani.

*Détail chez Luciani Acura

LUCIANI

ACURA
DEVANT.4040, rue Jean-Talon Ouest, Montréal 514-340-1344
www.lucianiacura.com

3445165

LE ZÉLATEUR La rubrique des horreurs urbaines



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©
Les rues Sherbrooke et Sanguinet

Tronçon oublié

SÉBASTIEN RODRIGUE

La rue Sherbrooke a fait l'objet d'une importante réfection l'année dernière entre les rues Guy et Metcalfe, ainsi qu'entre la rue Clark et l'avenue Papineau. Un petit tronçon a visiblement été oublié à l'angle de la rue Sanguinet.

Un coursier à vélo nous a écrit pour se plaindre de l'état de la chaussée. Il explique que les cyclistes ne peuvent pas éviter les trous et les bosses en roulant en direction est dans la rue Sherbrooke. «Le moindre vélo qui y circule et qui possède une aile mal ajustée ou une pièce de métal mal vissée va faire entendre un joyeux guiling-guelang» écrit-il.

L'asphalte manque à plusieurs endroits. On remarque plusieurs tentatives pour boucher des nids-de-poule, mais il reste un segment cahoteux mettant à l'épreuve le coccyx des cyclistes et la suspension des voitures.

L'EXPLICATION

La Ville de Montréal a retardé les travaux d'asphaltage pour laisser le temps à Gaz métropolitain d'effectuer des travaux. Un porte-parole nous indique que la réfection de la rue

Sherbrooke sera terminée au cours de l'année prochaine. La rue Sanguinet, entre Ontario et Sherbrooke, aurait elle aussi besoin d'une réfection majeure. Il a toutefois été impossible de savoir si cette section sera rénovée.

QUI S'EN OCCUPE?

Robert Marcil, chef de division, Service des infrastructures, transport et environnement, division de la voirie, 514-872-5942, rmarcil@ville.montreal.qc.ca.

APPEL À TOUS: Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez vous, écrivez-nous à l'adresse suivante : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : zelateur@lapresse.ca. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.



Plus de fonctions que le père Noël a de lutins.



149⁹⁵\$¹

contrat de 3 ans
(399,95 \$ sans contrat)

Samsung a900

- Mince et ultrastylisé
- Télé, MP3 et jeux
 - Appareil photo et vidéo
 - Bluetooth^{MD}



99⁹⁵\$¹

contrat de 3 ans
(299,95 \$ sans contrat)

Samsung m500

- Le meilleur du multimédia
- Télé, MP3 et jeux
 - Appareil photo et vidéo
 - Mémoire extensible



69⁹⁵\$¹

contrat de 3 ans
(319,95 \$ sans contrat)

Samsung a920

- Édition limitée
L'ensemble musical et polyvalent
- Télé, MP3 et jeux
 - Appareil photo et vidéo
 - En prime: carte mémoire 1 Go, écouteurs stéréo haut de gamme et étui de transport

Téléchargez, jouez et échangez avec notre réseau mobile haute vitesse.

Propulsion 20

Ajoutez un Ensemble Propulsion^{MC} et profitez d'une foule d'options :

- Internet mobile illimité²
- Clips – vidéos et faits saillants télé³
- 100 messages texte⁴
- Afficheur



BROSSARD
Quartier DIX30
450 676-7844
LAVAL
Megacentre Laval
450 664-2502

ST-SALVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
450 240-0701



ANJOU
Les Galeries d'Anjou
514 353-0257

Plaza Côte-des-Neiges
514 342-5444

BELOIL
Mail Montenach
450 446-7176

Tour Jean-Talon
Rez-de-chaussée
514 270-1155

BROSSARD
Mail Champlain
450 465-8759

MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
514 322-3202

CHATEAUGUAY
Centre Régional
Châteauguay
450 691-7665

MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
819 681-0404

COATCOOK
18, rue du Manège
Place J.R. Lefebvre
819 849-9997

POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
514 645-4455

COWANSVILLE
Domaine du Parc
450 263-4444

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
514 630-4992

DELSON
5, Route 132
450 635-9999

REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
450 585-4455

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
514 684-6846

ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
450 979-3838

DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
450 424-1416

ROSEMÈRE
Place Rosemère
450 435-0024

DORVAL
Les Jardins Dorval
514 631-1222

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial
Valleyfield
450 377-1256

DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
819 478-5178

SHAWINIGAN
1, Plaza de la Mauricie
819 539-8691

Promenades
Drummondville
819 474-4433

SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
819 823-9994

GATINEAU
Promenades de
l'Outaouais
819 246-2355

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
450 441-1535

GRANBY
688, rue Principale
450 378-3618

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
819 321-0265

HULL
Galeries de Hull
819 771-2716

ST-EUSTACHE
Place St-Eustache
450 623-8500

JOLIETTE
Les Galeries Joliette
450 755-5533

ST-HUBERT
5190, boul. Cousineau
450 676-9919

LASALLE
7567, boul. Newman
514 368-8000

ST-EUSTACHE
3879, boul. Taschereau
450 926-2020

LAVAL
1655, boul. St-Martin
450 680-1010

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
450 778-1749

LAVAL
Carrefour Laval
450 681-3344

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391, boul. Séminaire Nord
450 348-5210

LAVAL
Carrefour Laval kiosque
450 978-7133

ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
450 431-3926

LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
450 463-7777

ST-LAURENT
La Place Vertu
514 335-2355

LONGUEUIL
Place Longueuil
450 679-4558

ST-LÉONARD
6050, boul.
Métropolitain Est
514 257-9292

MAGOG
Galeries Orford
819 847-1117

TERREBONNE
Centre Le Boulevard
514 376-2288

MONTRÉAL
9280, boul. de l'Acadie
514 385-0770

TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
450 964-7985

LAVAL
5187, avenue Papineau
angle Laurier
514 526-2020

TRACY
604, route Marie-Victorin
450 746-7777

LAVAL
892, rue St-Catherine
Ouest
514 866-6686

TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean XXIII
819 376-6849

LAVAL
Boul. Décarie
angle Jean-Talon
514 739-7777

ST-EUSTACHE
Centre Les Rivières
819 691-0482

LAVAL
Centre Rockland
514 340-1269

VICTORVILLE
567 boul. des
Bois-Francis Sud
819 357-7777

LAVAL
Place Alexis-Nihon
514 939-2439

LA GRANDE PLACE
des Bois-Francis
819 357-5776

LAVAL
Place Dupuis
514 844-1313



AUTEUIL
Entreprise Yaco enr.
5330, boul.
des Laurentides
450 628-9366

LONGUEUIL
650, place Trans-Canada
450 463-7777

DORVAL
J.D. Mobilité
10925, chemin
Côte-de-Liesse
514 422-0511

MONTRÉAL
ABCO Telecom Inc.
8900, rue Lajeunesse
514 389-8900

HULL
Action Solutions Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
819 777-0999

MONTRÉAL
Cellumtl
Complexe Desjardins
514 282-3388

JOLIETTE
Boutique du Téléphone
127, boul. St-Charles-
Borromée Nord
450 752-5030

SHERBROOKE
Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
514 485-5222

LACHINE
CBCI Telecom Inc.
2409, 46^e Avenue
514 422-3334

SHERBROOKE
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
819 563-0406

LAVAL
Cosat
2121, boul. Labelle
450 431-5122

ST-EUSTACHE
Communications J.D.
66, rue Dubois 107
450 974-7444

LAVAL
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey
120 Tour C
450 687-4000

TERREBONNE
Her-Comm
1729, chemin Gascon
450 964-7777

Visitez un détaillant Bell près de chez vous 1 888 4MOBILE bell.ca/mobilite



Aussi offert chez ces détaillants participants :



L'offre prend fin le 30 nov. 2006. Offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et du réseau mobile haute vitesse Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Services disponibles en option avec tout forfait voix Mobilité. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiables sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Non offert dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. (1) Avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'une entente de service min. de 3 ans à un forfait voix mensuel. (2) Illimité dans les zones de couverture du réseau principal. 100 min dans les autres zones de couverture numérique; 0,25 \$/minute additionnelle. (3) Clips sélectionnés offerts avec un ensemble Propulsion d'une valeur minimale de 20 \$. Des frais additionnels sont applicables pour la télé. Contenu disponible modifiable sans préavis. (4) À l'exclusion des alertes, des messages texte internationaux et payants et des messages échangés avec un logiciel de messagerie instantanée. Peut exclure les messages commutés. La marque, le terme et les logos Bluetooth sont la propriété de Bluetooth SIG Inc. Fonctionnalités peuvent varier; voir guide d'utilisation. Propulsion est une marque de commerce de Bell Canada.

HMV aubaines de la semaine

nouveautés en solde

il divo the christmas collection



12⁹⁹

CD (édition normale)
du 28 novembre au 4 décembre
ou jusqu'à épuisement des stocks

coupon-rabais en vigueur le 28 novembre seulement ou jusqu'à épuisement des stocks

il divo
the christmas collection

9⁹⁹

CD (édition normale)
le 28 novembre seulement
ou jusqu'à épuisement des stocks

HMV 0 00000 57778 6

LE PRIX DE SOLDE DE 9,99 \$ pour l'édition normale du CD *The Christmas Collection* de Il Divo est SEULEMENT en vigueur le 28 novembre 2006 ou jusqu'à épuisement des stocks. Le client doit présenter le coupon-rabais au moment de l'achat afin d'obtenir le prix de solde. Les reproductions et les photocopies sont interdites. Aucun bon de réduction en différé ne sera émis. La vente est interdite. Limite d'un coupon par client. HMV se réserve le droit de limiter les quantités et de mettre fin à cette offre en tout temps. Visitez le www.hmvonline.com pour repérer le magasin le plus près de chez vous.

superman returns



21⁹⁹

DVD simple
du 28 novembre au 4 décembre
ou jusqu'à épuisement des stocks

coupon-rabais en vigueur le 28 novembre seulement ou jusqu'à épuisement des stocks

superman
returns

19⁹⁹

DVD simple
le 28 novembre seulement
ou jusqu'à épuisement des stocks

Warner DC HMV 0 00000 57774 8

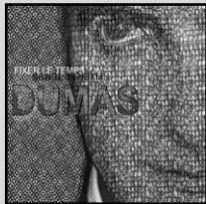
LE PRIX DE SOLDE DE 19,99 \$ pour le DVD simple *Superman Returns* est SEULEMENT en vigueur le 28 novembre 2006 ou jusqu'à épuisement des stocks. Le client doit présenter le coupon-rabais au moment de l'achat afin d'obtenir le prix de solde. Les reproductions et les photocopies sont interdites. Aucun bon de réduction en différé ne sera émis. La vente est interdite. Limite d'un coupon par client. HMV se réserve le droit de limiter les quantités et de mettre fin à cette offre en tout temps. Visitez le www.hmvonline.com pour repérer le magasin le plus près de chez vous. SUPERMAN et tous les titres, logos et personnages affiliés sont des marques de commerce de © DC Comics. © 2006 Warner Bros. Entertainment inc. Tous droits réservés.

d'autres nouveautés en solde

dumas
fixer le temps

12⁹⁹

CD
du 28 novembre au 4 décembre
ou jusqu'à épuisement des stocks



éric lapointe
1994-2006 :
n'importe qui

15⁹⁹

CD + DVD
du 28 novembre au 4 décembre
ou jusqu'à épuisement des stocks



mes aïeux
tire-toi
une bûche

18⁹⁹

DVD + CD
du 28 novembre au 4 décembre
ou jusqu'à épuisement des stocks



d'autres aubaines de la semaine vous attendent en magasin!

Visitez www.hmvonline.com pour connaître le magasin le plus près de chez vous. Les prix de solde sont en vigueur au cours des périodes indiquées. Les prix de solde ne sont pas offerts sur le site www.hmv.com. Aucun bon de réduction en différé. HMV se réserve le droit de limiter les quantités et de mettre fin à cette offre en tout temps. Certaines restrictions s'appliquent à l'échange des coupons-rabais. Voir les coupons pour de plus amples détails.

HMV

ACTUALITÉS

Élections partielles à Repentigny

Le candidat libéral ne jette pas l'éponge

ARIANE LACOURSIÈRE

Les quelque 85 000 électeurs de la circonscription de Repentigny choisiront aujourd'hui le successeur de feu le député Benoît Sauvageau.

Dans l'isolement, ils auront le choix entre Raymond Gravel, du Bloc québécois, Christian Turenne, du Parti libéral, Stéphane Bourgon, du Parti conservateur, Réjean Bellemare, du NPD, Mahmood Raza Baig, du Parti action canadienne, ou Jocelyne Leduc et Régent Millette, deux indépendants.

Les candidats ont profité de la journée d'hier pour tenter une ultime opération de séduction auprès des citoyens. Le libéral Christian Turenne a eu recours au porte-à-porte pour faire le point sur sa situation. « Contrairement à ce que certains médias ont dit, je ne concède pas la victoire. Bien au contraire. Ma campagne va bien. Le fait que le Parti conservateur ait reconnu la nation québécoise cette semaine, comme le demande Michael Ignatieff depuis

longtemps, m'a beaucoup aidé », dit-il. M. Turenne affirme même que, pour la première fois depuis 1993, la circonscription pourrait bien se retrouver aux mains d'un autre parti que le Bloc québécois. « Je crois qu'au cours des dernières années, les gens votaient plus pour Benoît Sauvageau, un homme très aimé, que pour son parti », dit-il.

Une élection partielle a également lieu dans la circonscription de London Centre-Nord, en Ontario. La chef du Parti vert, Elizabeth May, y est l'une des candidates. Elle tentera de devenir la première élue du Parti vert à la Chambre des communes.

Au Québec comme en Ontario, les bureaux de scrutin seront ouverts de 8 h 30 à 20 h 30. Les personnes qui ne sont toujours pas inscrites sur la liste électorale pourront le faire aujourd'hui au bureau de scrutin. Ils devront présenter une preuve d'identité ou prêter serment s'ils sont accompagnés par un électeur du secteur.

QUÉBEC SOLIDAIRE

Une deuxième assemblée pour obtenir la souveraineté

ARIANE LACOURSIÈRE

Si les Québécois souhaitent un jour obtenir la souveraineté, l'Assemblée nationale ne suffit pas, estime Québec solidaire. Pour y parvenir, il faut créer un autre regroupement : une assemblée indépendante élue au suffrage universel.

Le mandat de ce groupe serait double. Il devrait d'abord consulter la population du Québec sur son avenir politique dans un processus de démocratie participative, puis écrire la Constitution, qui serait soumise à un référendum.

« L'assemblée constituante serait une institution ponctuelle, indépendante de l'Assemblée nationale et du processus politique partisan », explique le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir.

« On ne réfute pas la légitimité de l'Assemblée nationale. On propose tout simplement une autre assemblée avec un autre rôle », précise l'autre porte-parole du parti, Françoise David.

Réunis au cours du week-end à Montréal, les 500 militants de Québec solidaire

ont adopté un total de 25 résolutions, dont celle de créer une assemblée constituante. Nationaliser l'énergie éolienne, offrir des allocations familiales à l'ensemble des Québécois, rendre obligatoire l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés, favoriser l'éducation et uniformiser les prestations d'aide sociale sont quelques-unes des autres résolutions adoptées par le parti.

À eux seuls, les projets d'abolition progressive des droits de scolarité et d'égalisation des prestations d'aide sociale coûteraient respectivement 533 millions et 800 millions de dollars.

Ces visées sont-elles économiquement viables? Absolument, dit Françoise David. L'importante réforme fiscale que compte mettre sur pied Québec solidaire permettra d'aller chercher plus d'argent en taxant davantage les riches et les entreprises.

Pour prouver que ses résolutions sont économiquement réalisables, le parti s'engage d'ailleurs à présenter des prévisions fiscales détaillées d'ici quelques mois, voire quelques semaines.

ACTUEL TENDANCES

Tous les jours dans **LA PRESSE**

VOUS CHERCHEZ ?
VOUS TROUVEREZ !

CARRIÈRES

Le samedi dans
LA PRESSE

CSX Navy 2006 à liquider.
Le système de navigation GPS à portée de main.

ACURA
DEVANT.

CSX Navy 2006
0\$ comptant
Transport et préparation inclus

PRIX de rêve

3,8% location

modèle FD5576KN

Incluant :

- Système de navigation GPS
- Toit ouvrant
- Cuir intérieur
- Roues en alliage aluminium
- Sièges chauffants
- Climatisation automatique
- allocation de 24 000 km par année

395\$^{*/s} 6 en stock
par mois (location 48 mois)

Offre valide jusqu'au 30 Novembre 2006

ACURA Gabriel

4648, Boul. Saint-Jean, D.D.O.
www.acuragabriel.com
(514) 696-7777
Ligne Montréal: 514.875.3998

Membre des concessionnaires Gabriel.
Un groupe, une force!

SUITE

Nouveau duel entre homme et machine

DUEL
suite de la page 1

Le combat s'était soldé par un match nul (quatre points partout). Face à la progression rapide de la puissance informatique, les chances d'une victoire humaine paraissent donc chaque fois plus minces.

Pourtant, les pronostics des grands maîtres internationaux (GMI) divergent sur les chances de victoire de Kramnik. Alors que le GMI américain Yasser Seirawan prédit un triomphe de Fritz, son confrère australien Ian Rogers donne l'humain « légèrement favori », tout comme l'Américain Larry Christiansen, qui fait remarquer que « Kramnik a le style (de jeu) idéal pour appréhender un ordinateur ». Le GMI britannique David Levy se montre plus prudent : « Tout dépend de la forme de Kramnik. S'il est au sommet, il gagnera. »

En août, Kramnik avait lui-même évalué que ses chances de victoire étaient de 40 % à 50 %. Interrogé jeudi, deux jours avant son premier match contre Deep Fritz, le Russe n'a pas voulu se livrer au petit jeu des pronostics : « Je ne sais pas. Mon intention est juste de jouer chaque match l'un après l'autre et de voir ce qui se passe ». Kramnik a toutefois reconnu que, lors de sa préparation, il avait mis face à face la version 2006 de Deep Fritz et celle de 2002 et que le nouveau programme avait « tout simplement écrasé » le précédent.

Les optimistes qui croient aux chances humaines dans ce nouvel affrontement font remarquer que Kramnik a négocié un règlement assez favorable, destiné à compenser les faiblesses des êtres de chair et de sang, à commencer par la fatigue, que la machine ne ressent évidemment pas. Ainsi, le match de Bonn se jouera en six parties, un jour sur deux. Au bout de six heures de jeu ou de 56 coups, Kramnik aura le droit d'ajourner une partie au lendemain.

Si la machine est réputée supérieure à l'homme sur le plan tactique (court terme) avec ses millions de coups calculés à la seconde, l'être humain excelle dans la stratégie à long terme. Mais, lors des combats officiels précédents, l'humain n'a jamais pu mettre à profit cet avantage pour battre l'ordinateur.

Kramnik incopérera un million de dollars en cas de victoire et, tout de même, 500 000 \$ s'il perd...

UN CADEAU QUI VA FAIRE JASER DANS LA FAMILLE

ACHETEZ UN SANS-FIL RÉINVENTÉ

WALKMAN®
SONY ERICSSON W810i

- Lecteur MP3
- Appareil photo 2,0 mégapixels
- 4 Go de mémoire SANS FRAIS¹



Cyber-shot™
SONY ERICSSON CYBER-SHOT K790

- Appareil photo 3,2 mégapixels
- Lecteur MP3
- 1 Go de mémoire SANS FRAIS¹



ET OBTENEZ JUSQU'À 4 SANS-FIL POUR 0 \$²



AVEC LE FORFAIT COUPLE ET FAMILLE.

SANS-FIL RÉINVENTÉS
EXCLUSIFS À ROGERS

LE RÉSEAU LE PLUS CLAIR ET NET AU QUÉBEC
FIERE PARTENAIRE DE TEL-JEUNES

ROGERS
Votre monde. Maintenant.

CONSULTEZ ROGERS.COM, COMPOSEZ LE 1-800-462-4463 OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL OU ROGERS PLUS.

ÉPARGNEZ
ACHETEZ EN LIGNE

ROGERS plus

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE

BatteriesPlus

CERTAINES CONDITIONS S'APPLIQUENT. DEMANDEZ TOUS LES DÉTAILLS. ¹Offert uniquement dans le cadre d'un abonnement de trois ans effectué entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 2006. Limite de un (1) bon de remise par nouvelle mise en service. Les clients peuvent profiter de l'offre de mémoire supplémentaire sans frais en consultant rogers.com/promotionmemoire d'ici le 31 décembre 2006, ou jusqu'à épuisement des stocks. ²L'offre de téléphone à 0\$ s'applique aux nouveaux abonnements de trois ans, pour chaque ligne, à un forfait Couple et famille à l'achat de certains téléphones. Les téléphones additionnels doivent être de valeur égale ou moindre. Les offres peuvent changer sans préavis. Les téléphones illustrés peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. La clarté du réseau est établie à partir de tests sur le réseau dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, en comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. Pour plus de détails, consultez rogers.com/clairetinet. ³Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. Toute autre marque et tout autre logo ou nom de produit sont la propriété de leurs titulaires respectifs. © 2006

3442408A

GAGNEZ LE MEILLEUR DES 2 MONDES



HONDA



SACACOMIE

MONTREAL

- > 4 nuitées à l'Hôtel Sacacomie
- > 4 soupers de 4 services à la salle à manger de l'hôtel
- > 4 petits-déjeuners complets
- > 4 repas du midi

- > 3 nuitées au Place d'Armes Hôtel & Suites
- > 1 souper gastronomique de 4 services au restaurant Aix Cuisine du terroir
- > 1 souper gastronomique de 4 services au restaurant Verses (Hôtel Nelligan)
- > 3 cocktails vins et fromages
- > 2 petits-déjeuners de type continental
- > 3 soins par personne au spa Rainspa



Lancement du tout nouveau CR-V 2007

Venez faire l'essai du tout nouveau CR-V et obtenez un bon d'essence de 10 \$* en plus de courir la chance de vous retrouver à son volant pour une aventure ville et nature d'une valeur approximative de 5 000 \$.

Vous n'avez qu'à remplir le bulletin de participation ci-contre et à le déposer dans la boîte de tirage chez votre concessionnaire participant.

Bonne chance !

*Limite d'un bon par personne ou groupe faisant l'essai routier. Le bon d'essence sera remis à la fin de l'essai routier. Les modalités d'échange du bon sont précisées sur celui-ci. Tous les détails auprès de votre concessionnaire. Forfait de 7 nuits pour deux personnes d'une valeur approximative totale de 5 000 \$. Le tirage parmi tous les bulletins déposés chez les concessionnaires participants aura lieu le 21 décembre 2006. Dans le cadre de ce concours, il y a un prix à gagner, lequel sera attribué par tirage au sort parmi l'ensemble des bulletins recueillis à cette fin chez tous les détaillants participants du Québec. Seuls les bulletins spécifiques à ce tirage y sont admissibles. Les bulletins pour le tirage du 8 novembre 2006 d'un forfait week-end à gagner chez chaque concessionnaire participant ne sont donc pas admissibles au tirage du 21 décembre 2006 et vice versa. Concours réservé aux personnes de 18 ans et plus résidant au Québec. Aucun achat requis. Règlement sur place et au www.hondaquebec.ca

GAGNEZ LE MEILLEUR DES 2 MONDES



HONDA

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

Tél. : _____ Âge : _____

Signature : _____

Question mathématique : (3 x 4) ÷ 2 + 8 = _____

ACTUALITÉS

DÉBAT SUR LA NATION QUÉBÉCOISE

Landry n'a aucun regret

ARIANE LACOURSIÈRE

Bernard Landry ne regrette pas d'avoir déclenché le débat qui a amené Stephen Harper à reconnaître la nation québécoise.

Selon lui, cette reconnaissance ne nuira ni à la cause souverainiste ni à la popularité du Bloc québécois. Elle amènera même les Québécois à réclamer leur propre pays.

Alors qu'il célébrait la journée des Patriotes dans la municipalité de Saint-Ours, hier midi, M. Landry a pris quelques minutes pour s'entretenir avec *La Presse*. Il a accepté de revenir sur les bouleversements politiques causés par la publication d'une de ses lettres, la semaine dernière.

Dans le document, M. Landry demandait au premier ministre du Canada de reconnaître la nation québécoise. À la surprise générale, Stephen Harper a répondu à l'appel. Il a déposé une motion à la Chambre des communes mentionnant que « les Québécois forment une nation dans un Canada uni ».

Loin d'être déstabilisé par cette décision, M. Landry s'en réjouit au plus haut point et ne regrette pas d'avoir écrit sa missive : « C'est un enchaînement de faits très positif et intéressant pour le débat sur la souveraineté. Je suis très content. »

Contrairement à ceux qui estiment que la reconnaissance de la nation québécoise calmera les ardeurs des souverainistes, M. Landry croit plutôt qu'elle fouettera les troupes. « Parce que les nations qui ont la capacité d'être indépendantes le sont généralement ou cherchent à l'être et, selon moi, elles ont le devoir de l'être, dit-il. Maintenant que la nation est reconnue, nous pouvons passer à la prochaine étape. »

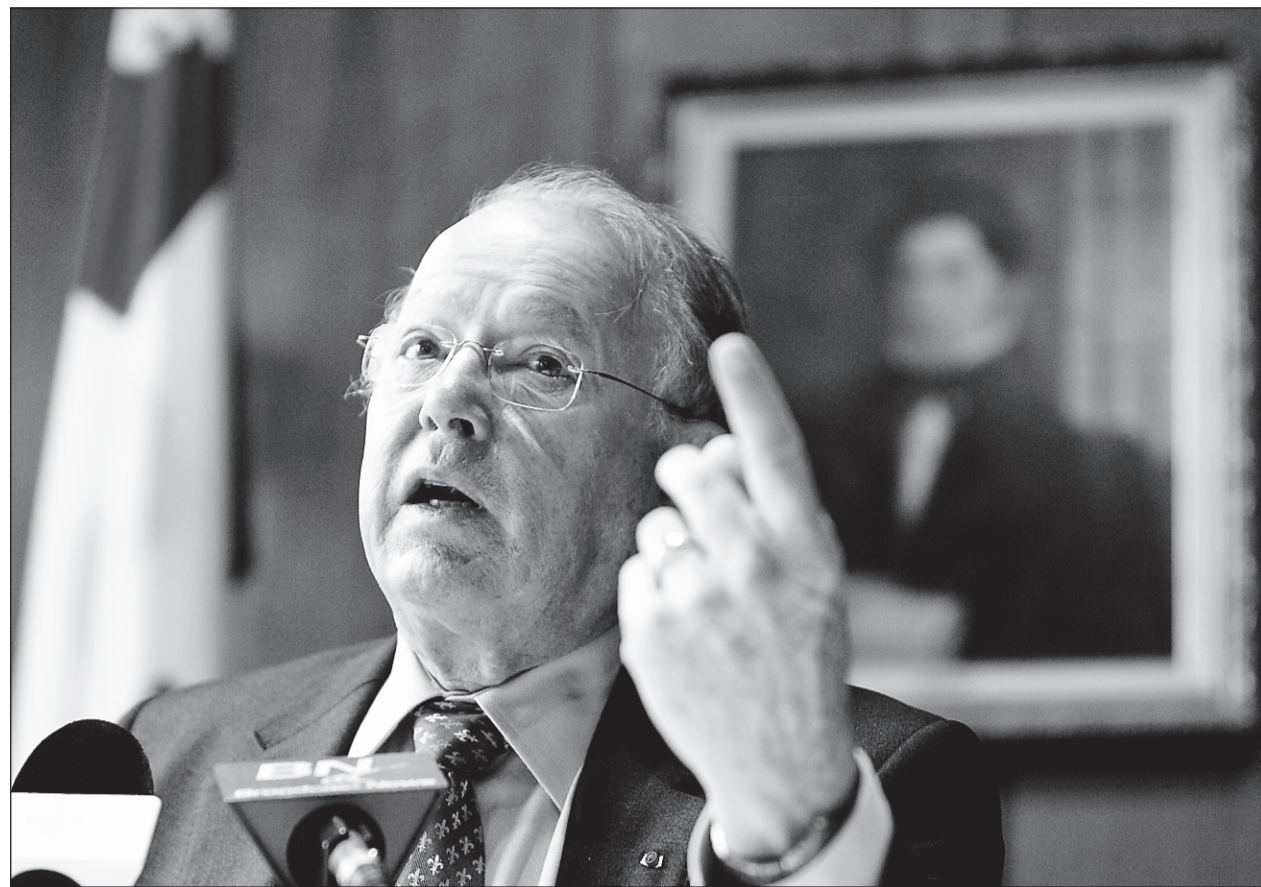


PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Bernard Landry, Patriote de l'année 2006, était à Saint-Ours hier pour célébrer la journée des Patriotes. Il est montré ici en conférence de presse, au moment de l'annonce de sa nomination, en octobre dernier.

Le Bloc toujours utile

M. Landry estime aussi qu'il est faux de dire que la présence du Bloc québécois à Ottawa est maintenant superflue. Selon lui, un nouveau souffle est plutôt donné à ce parti, qui pourra pousser encore plus loin le débat sur la souveraineté.

« Le jour où tu reconnais la nation (québécoise), la question suivante est : Comment se fait-il que cette nation ne soit pas égale à la nation canadienne et aux

autres nations? M. Harper doit maintenant nous expliquer comment une nation peut se contenter du statut d'une simple province », estime-t-il. Selon lui, seul le Bloc pourra obtenir ces réponses à Ottawa.

L'ancien chef du Parti québécois assure que la décision de Stephen Harper ne l'a pas surpris. Le premier ministre ne pouvait, dit-il, s'entêter indéfiniment à nier l'existence de la nation québécoise.

« Harper s'était déjà laissé

prendre. Il disait ne pas reconnaître la nation, mais il nous avait souhaité bonne Fête nationale. Cette semaine, il a profité de l'occasion qui lui était offerte. Si elle n'avait pas été là, il l'aurait fait une autre fois. »

Bon prince, M. Landry refuse d'ailleurs de dire que sa lettre est à elle seule responsable de l'action de M. Harper. « Ce serait prétentieux d'en dire autant. Michael Ignatieff avait déclenché le débat avant. J'ai écrit ma lettre après », précise-t-il.

CRISE D'OCTOBRE

Un ancien ministre revient sur la réaction du PQ

PRESSE CANADIENNE

Un ex-ministre du gouvernement Bourassa relance le débat sur les dessous de la Crise d'octobre.

William Tetley, qui a été ministre du Revenu et des Institutions financières de 1970 à 1976 dans le cabinet de Robert Bourassa, vient de publier en anglais *The October Crisis 1970* aux Presses universitaires McGill-Queen's. Le livre sera bientôt traduit en français.

« Je le fais pour corriger certaines erreurs et pour débattre de deux sujets tabous : l'attitude du Parti québécois pendant cette période et le révisionnisme historique qui a émergé depuis 1970 », a expliqué M. Tetley à la Presse Canadienne.

Le chef du PQ, René Lévesque, s'est contenté de blâmer Ottawa pour la suspension des libertés civiles à la suite de la Loi des mesures de guerre, croit M. Tetley. Le PQ n'a pas suffisamment condamné la violence prônée par les membres du Front de libération du Québec, prétend-t-il.

Quand les historiens parlent de la Crise d'octobre, ils la voient comme une attaque contre les droits de la personne et les libertés. Le livre de William Tetley, aujourd'hui professeur de droit à l'Université McGill, contredit ce point de vue et soutient que ces droits n'ont pas été réduits d'une façon injustifiée.

Parce qu'on est si bien chez soi.

Amélioration du crédit d'impôt pour maintien à domicile d'une personne âgée

Chaque rire, chaque fête, chaque souvenir vivent dans votre domicile. C'est pourquoi ce lieu vous tient tant à cœur.

Vous avez 70 ans ou plus. Saviez-vous que, dès le 1^{er} janvier 2007, vous aurez droit à un crédit de 25 % sur de nombreux services à domicile, comme l'entretien ménager, le déneigement ou les visites d'une infirmière ?

Cela signifie que vous pourrez bénéficier d'une aide financière plus généreuse pour que vous puissiez accueillir encore bien des souvenirs dans votre domicile.

Renseignez-vous auprès de Revenu Québec.

Région de Québec
418 659-6299

Région de Montréal
514 864-6299

Sans frais
1 800 267-6299

www.revenu.gouv.qc.ca

Québec

Les libéraux élisent leur chef cette semaine

Le congrès de Montréal coûtera 3 millions de dollars

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les libéraux mettront un terme, cette semaine, à neuf longs mois de campagne à l'occasion d'un congrès qui, espèrent-ils, leur permettra de reprendre rapidement le pouvoir à Ottawa.

L'événement, l'un des plus importants de l'année pour le Palais des congrès de Montréal, regroupera entre 4000 et 5000 délégués, 1000 observateurs, 900 employés des médias et des centaines de bénévoles. Coût de l'opération: 3 millions de dollars au bas mot, une somme qui gonfle à 4 ou 5 millions quand on prend en compte toutes les dépenses de la course à la direction.

Il s'agit d'un débours substantiel pour un parti dont la santé financière demeure fragile. On verra au cours des prochains mois si cet investissement aura permis aux libéraux de concrétiser le « renouveau » qu'ils souhaitent tant dans la foulée du scandale

des commandites et de leur défaite électorale de janvier dernier.

Une chose est sûre, le congrès de cette semaine donnera à l'opposition officielle une abondante visibilité médiatique qui pourrait se révéler payante si elle était utilisée à bon escient, croit Réjean Pelletier, politologue à l'Université Laval. La course a pris plus d'importance ces dernières semaines en raison des difficultés du gouvernement conservateur, note Stephen Clarkson, professeur de science politique à l'Université de Toronto.

Michel Ignatieff, meneur de la course à la direction du Parti libéral, a souffert de son manque d'expérience politique. Habitué, comme professeur d'université et journaliste, à laisser libre cours à ses idées, il a été pris à partie pour son appui à la guerre en Irak (qu'il a depuis renié), son soutien à la prolongation de la mission en Afghanistan jusqu'en 2009 et ses propos controversés sur le conflit entre le Hezbollah liba-

nais et Israël, cet été. Après avoir déclaré qu'il ne « souffrait pas d'insomnie » à la suite de la tragédie de Cana, le député d'Étobicoke-Lakeshore a fait volte-face en déclarant, à l'émission *Tout le monde en parle*, que l'attaque israélienne contre la ville libanaise était en fait un « crime de guerre ». La communauté juive n'a pas apprécié.

Mais c'est surtout la décision de Michael Ignatieff de reconnaître la nation québécoise qui a suscité la controverse.

Rae le prudent

Le deuxième dans la course, l'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, Bob Rae, a réussi un parcours presque sans faute, mais au prix de lancer peu d'idées nouvelles. Il s'est tout de même retrouvé isolé lorsque le premier ministre Stephen Harper, la semaine dernière, a reconnu la nation québécoise. M. Rae, qui se servait de cette question pour attaquer Michael Ignatieff, son rival

et ami, ne s'est rallié au consensus qu'à reculons. Et en dépit de son intelligence stratégique, Bob Rae traîne avec lui le fardeau de sa piètre gestion du gouvernement ontarien lors de la récession du début des années 1990.

L'ex-ministre Stéphane Dion, seul Québécois en lice, a mené une bonne campagne, mais il demeure en quatrième place, légèrement derrière Gerard Ken-

nedy, ancien ministre ontarien de l'Éducation. Quant aux quatre autres aspirants (les ex-ministres Ken Dryden, Scott Brison et Joe Volpe, de même que l'avocate torontoise Martha Hall Findlay), ils n'ont aucune chance de l'emporter. Les donateurs libéraux éreintés, tous les aspirants ont dû s'endetter pour faire campagne, des passifs qu'ils mettront des mois à effacer.

MICHEL C. AUGER

LE CONGRÈS EN DIRECT

À partir de jeudi, notre blogueur politique, Michel C. Auger, analysera en direct le congrès du Parti libéral sur notre site Internet. Lisez ses messages d'heure en heure.

Vous voulez en savoir plus? Cliquez sur www.cyberpresse.ca/blogue



Paul Martin : une sortie moins grandiose que son arrivée

BRUCE CHEADLE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Il n'est pas exagéré de dire que les adieux de Paul Martin au Parti libéral du Canada (PLC) seront moins grandioses que son arrivée à la tête de la formation.

Près de trois ans et deux élections après le couronnement triomphal de M. Martin en tant que chef libéral, les délégués au congrès à la direction du PLC lui rendront hommage, jeudi soir, à Montréal. « Nous ne prévoyons pas vraiment un grand événement flamboyant, mais une soirée simple afin d'accomplir ce que nous voulons faire : remercier le dirigeant sortant pour ses années au service du gouvernement et des Canadiens », a indiqué Melanie Gruer, ancienne attachée de presse de M. Martin.

L'hommage, d'une durée de deux heures, une tradition lors des congrès libéraux, inclura des prestations d'artistes de différentes régions du Canada, la présentation d'un montage vidéo et une allocution de clôture prononcée par M. Martin.

La femme de M. Martin, Sheila, leurs trois fils et possiblement leur premier petit-fils – pas encore âgé de 3 mois – seront de la fête au Palais des congrès de Montréal, leur ville natale. Il est cependant moins certain que tous les membres de la famille libérale seront sur place.

Jean Chrétien, le premier ministre que M. Martin a poussé vers la sortie, est en déplacement et ne sera pas au congrès montréalais avant vendredi. Des observateurs croient également que certains membres de l'entourage de M. Chrétien éviteront l'hommage de jeudi en prétextant d'autres engagements.

Au cours des huit mois ayant suivi la défaite électorale du PLC face au Parti conservateur du Canada, le 23 janvier, le nom de M. Martin a été prononcé plus souvent par les conservateurs que par les libéraux. « Les réalisations de M. Martin en prennent un coup, ces jours-ci, ou elles sont passées sous silence », a écrit Tim Murphy, ancien chef de cabinet du dirigeant partant, dans les pages du magazine *The Walrus*.

Vous souvenez-vous

que vous pensiez ne jamais avoir besoin d'un sans-fil? Maintenant, vous ne pourriez vous en passer pour rien au monde. Vous constaterez aussi rapidement qu'une vie bien organisée, ça commence avec le courriel sans fil, l'Internet, un calendrier, un carnet d'adresses et plein d'autres options qui vous facilitent la vie. Tout cela réuni dans le même je-ne-peux-croire-que-j'ai-vécu-sans-ce-formidable sans-fil!



Parlez & Courriel à partir de 45\$/mois*



ANGLAIS
CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif | COURS INTENSIF
matin, après-midi, soir, samedi de jour, 25 h/semaine
1 à 7 fois/sem. • 375 \$/45 h • 165 \$ à 183 \$/semaine*
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com

3443025A

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobile.com

3439261

TELUS
le futur est simple™

* Considérant un forfait d'appels vocaux de 20 \$ par mois auquel les clients ajoutent une option Courriel et Web d'une valeur de 25 \$ par mois. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, le temps d'antenne additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 évolués sont en sus. Les tarifs peuvent être modifiés sans préavis. © 2006 TELUS.

FUTURE SHOP, EN GOES, BEST BUY, HomeLife, BRALDI & FORTIN, WAL-MART, Zellers

- BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS**
- MONTRÉAL
- Carrefour Angrignon
 - Centre commercial Le Boulevard
 - Centre Domaine
 - Centre Eaton
 - Centre Rockland
 - Complexe Desjardins
 - Fairview Pointe-Claire
 - Galerias d'Anjou
 - Galerias Lachine
 - Les Jardins Dorval
 - Mail Cavendish
 - Place Alexis Nihon
 - Place Versailles
 - Place Vertu
 - 5554, av. de Monkland
 - 950, rue Sainte-Catherine Ouest
 - 4202, rue Saint-Denis
 - 6146, boul. Henri-Bourassa Est
 - Action Télécom Inc.
 - 1531, rue Notre-Dame Ouest
 - Communications MOBILENET inc.
 - 5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
 - Communications Métropolitaine
 - 8780, boul. Saint-Laurent, local 1
 - Globe Mobilité
 - 6652, rue Saint-Hubert
- Dollard-des-Ormeaux**
- La Zone SCP
 - 3349B, boul. des Sources
- LaSalle**
- Cellulaire Plus
 - 7575, boul. Newman
- Saint-Laurent**
- D2 Technologie Inc.
 - 2119, boul. Marcel-Laurin
 - PC Page Communications Inc.
 - 3832, boul. Côte-Vertu
- LAVAL ET RIVE-NORD
- Blainville**
- Digital Radio Communication Inc.
 - 9, boul. de la Seigneurie, local 7
- Boisbriand**
- 2400, rue d'Annesmasse
 - (dans le Home Depot)
- Lachenaie**
- aut. 40/aut. 640
- Laval**
- Carrefour Laval
 - Centre Laval
 - Laval Est (aut. 19/aut. 440)
 - Contact Com D.L. Communications
 - 1521, autoroute 440 Ouest
 - Digital Radio Communication inc.
 - Méga-centre Notre-Dame
 - 2304, autoroute 13 Sud
 - Proxi Telecom Inc.
 - 1662, boul. Saint-Martin Ouest
 - Raytech Électronique
 - 1451, boul. des Laurentides
 - SRAD Communications Inc.
 - 2995, boul. Dagenais, local D
- Mascouche**
- Méga-centre Mascouche
- Repentigny**
- Galerias Rive Nord
 - Technicomm
 - 346, rue Notre-Dame, local C
- Rosemère**
- Place Rosemère
 - Contact Com. D.L. Communications
 - 259, boul. Labelle, local 102
- Saint-Jérôme**
- Carrefour du Nord
- Terrebonne**
- Galerias de Terrebonne
 - SRAD Communications Inc.
 - 2292, ch. Gascon
- RÉGIONS
- Saint-Hyacinthe**
- Cellulaire Plus
 - Galerias Saint-Hyacinthe
 - 3200, boul. Laframboise
- Sorel**
- Promenades de Sorel
- Victoriaville**
- La Grande Place des Bois-Francis
- RIVE-SUD
- Mail Champlain
 - Place Longueuil
 - Promenades Saint-Bruno
- Belœil**
- Cellulaire Plus
 - 559, boul. Laurier
- Brossard**
- Quartier DIX30
 - 9380, boul. Leduc
 - Proxi Telecom Inc.
 - 7591, boul. Taschereau
- Candiac**
- D2 Technologie Inc.
 - 89, ch. Saint-François-Xavier

MONDE

Ségolène Royal reçoit l'investiture du PS

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Pour l'investiture de la candidate socialiste à l'élection présidentielle, les organisateurs auraient pu chercher le spec-

taculaire. Ce ne fut pas le cas : quelque 1500 délégués du Parti socialiste étaient chargés de ratifier la désignation de Ségolène Royal, devant quelque 300 journalistes entassés au balcon.

Mais il y avait tout de même

de la solennité dans la salle de la Mutualité, restée l'un des lieux mythiques de la gauche. Et, pour l'occasion, tous les grands barons du PS — alias les « éléphants » — avaient fait acte de présence.

On retrouvait les anciens de la « Jospinie », à l'exception de Jospin lui-même. Les deux rivaux malheureux de la primaire du 16 novembre, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, étaient assis au premier rang mais avaient refusé de prendre la parole. Sur la scène, le patriarche du PS, l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, l'un des rares dirigeants à se rallier à Ségolène Royal dès le début de la campagne interne.

Ovation de quatre minutes

Pas de grands effets de mise en scène. Une fois tout le monde à peu près assis, à 10 h 45, Ségolène Royal a surgi des coulisses et fait son apparition. L'ovation a duré quatre bonnes minutes, ponctuée de « Ségolène présidente ». Fabius et Strauss-Kahn applaudissaient mollement. Immobile sur la scène, vêtue d'un tailleur clair (Paula Ka, me dit une consœur), Ségolène arborait son radieux et désormais célèbre sourire, parfois en levant les bras au ciel et en agitant les mains en guise de salutation.

Dans son discours de 45 minutes, si elle a fait appel au « rassemblement » et à ses ex-concurrents, elle est restée ferme sur ses positions : le message est plus moral que politique; l'économie et les savantes considérations internationales brillent par leur absence. On

PHOTO ÉRIC FEFERBERG, AFP
Ségolène Royal, que les barons du PS ont confirmée hier comme candidate à la présidence.

n'entendra rien sur l'augmentation du pouvoir d'achat ou du salaire minimum ni même sur la réforme des retraites. Un « vide sidéral », dira aussitôt un porte-parole de la droite. En tout cas, aucun catalogue de promesses.

« Ce que je veux déclencher, a-t-elle plutôt dit, c'est un sursaut collectif face à cet insupportable vécu de déclin, pour ces jeunes qui désespèrent de se faire une place dans la société... Est-ce une fatalité? Je ne le crois pas et je ne le veux pas. » Et, dans l'une des rares références au PS, elle a

ajouté : « Être socialiste, c'est garder au cœur une révolte intacte. »

Sans revenir sur certaines propositions précises qui avaient provoqué la polémique à gauche, elle a remis sur le tapis l'« ordre juste » et a appelé la gauche à assurer « aux plus faibles et aux plus démunis le rétablissement d'une sécurité durable ». Elle a affirmé que « la nation ne doit pas être le monopole de la droite, encore moins de l'extrême droite ». Mais, plutôt que de promouvoir la perpétuation éternelle du « modèle français », elle a martelé : « Le monde a changé, la France a changé, la politique doit changer. Il faut avoir le courage d'affronter les mutations. »

D'ailleurs, sa désignation par le PS n'est-elle pas le signe d'un formidable changement de société? « Deux cents ans après Olympe de Gouges, qui a eu le droit de monter à l'échafaud mais n'avait pas droit de vote, vous avez posé un véritable geste révolutionnaire. »

Promotion de l'égalité des femmes, défense de l'environnement, lutte contre la vie chère, mais surtout : « Le maître mot, c'est l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation. »

Exhortation finale : « Si vous faites bien tout ce que je vous propose, a-t-elle dit sur un ton un brin ironique, si vous faites remonter vers moi ce que vous entendez des Français, alors oui, je vous mènerai à la victoire. »

Dans l'euphorie et un brouillard persistant, une longue campagne de cinq mois vient de débuter.

REPORTAGES PUBLICITAIRES

SHOPPING



Noël

LES GUIDES DE CADEAUX

LE SAMEDI 2 DÉCEMBRE

Vous ne manquerez pas d'idée...

LE SAMEDI 9 DÉCEMBRE

Le plus dur sera de choisir...



LA PRESSE

et ne manquez pas les concours

«Gagnez vos cadeaux»

JE NE CHERCHE PAS.
J'AI DÉJÀ CHOISI.LES FILS RSS.
VOS CHOIX DE NOUVELLES.

cyberpresse.ca

cyberpresse.ca/rss

MAZDA MAZDA
PRÉSIDENT GABRIEL

CX-7

GS 2007 avec TRACTION INTÉGRALE



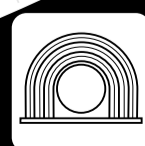
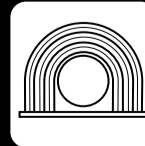
3099\$

En location
à partir depar
mois*

* Taxes en sus. Mensualité pour une location de 48 mois avec allocation de 20 000 km par an sur Mazda CX-7 GS 2007 à traction intégrale avec acompte de 3495\$. Modèles peuvent différer des illustrations. Détails chez Mazda Président et Mazda Gabriel.

CAMIONNETTE ET UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE
PREMIER DE CLASSE DE SA CATÉGORIE
Le Guide de l'auto 2007

TRACTION INTÉGRALE

mazda
Présidentmazda
Gabriel7050 Henri Bourassa Est
Anjou
www.mazdapresident.com

(514) 328-7777

5333, Saint-Jacques Ouest
Montréal (Coin Décarie)
www.mazdagabriel.com

(514) 484-7777

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

LE TOUR DU GLOBE

ÉQUATEUR



PHOTO JOSE MIGUEL GOMEZ, REUTERS

Le candidat de la gauche à l'élection présidentielle d'hier en Équateur, Rafael Correa, s'apprêtant à aller voter hier à Guayaquil.

Correa élu président

Le nationaliste de gauche anti-américain Rafael Correa a remporté hier soir l'élection présidentielle en Équateur avec une avance moyenne de 14 points sur le milliardaire conservateur Alvaro Noboa et fête sa victoire avec ses partisans. « Grâce à Dieu, nous avons gagné », a déclaré Correa, 43 ans, devant une foule de sympathisants à Quito. « Après des années de politiques sociales et économiques d'exclusion qui ont provoqué la tragédie appelée l'immigration, ils n'ont pas réussi à nous voler l'espoir. Nous avons gagné », a-t-il ajouté. Sa victoire avec 56,9 % des voix avait été annoncée peu auparavant, selon des projections réalisées à partir d'échantillons représentatifs. Le magnat de la banane Alvaro Noboa, première fortune du pays, ne recueille pas plus de 43,2 % des suffrages, selon ces sondages. d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE

Un ministre dénonce Poutine

Un membre du cabinet britannique, le ministre chargé de l'Irlande du Nord Peter Hain, a accusé hier le président russe Vladimir Poutine de s'en prendre aux « libertés individuelles et à la démocratie », sans mentionner directement l'affaire Litvinenko. Si Londres apparaît déterminé à élucider l'origine de l'empoisonnement qui a coûté jeudi soir la vie à l'ancien espion russe, les responsables britanniques se sont jusqu'à présent abstenus de mettre en cause Moscou. La police britannique traite pour l'instant cette affaire comme un « décès inexplicable », mais pas encore comme un meurtre. Peter Hain a estimé que la présidence de Vladimir Poutine a été « obscurcie » par diverses affaires dont le « meurtre extrêmement ténébreux » de la journaliste russe Anna Politkovskaya. Selon le ministre, les résultats économiques de la Russie de M. Poutine « doivent être mis en balance avec le fait qu'il y a eu d'énormes attaques aux libertés individuelles et à la démocratie », a-t-il dit à la BBC. d'après AP

ÉTATS-UNIS

Pour la pression sur Bagdad

Les États-Unis doivent exiger du gouvernement irakien qu'il s'implique davantage dans le rétablissement de l'ordre dans le pays, ont réclamé hier d'influents élus démocrates et républicains, à trois jours d'un sommet entre George W. Bush et Nouri al-Malik. Alors que la durée du conflit en Irak a dépassé hier celle de l'engagement américain contre l'Allemagne et le Japon pendant la Seconde guerre mondiale, l'impatience monte aux États-Unis. « La situation en Irak n'est pas acceptable et il va falloir qu'il y ait du changement », a déclaré sur FoxNews Trent Lott, futur numéro 2 des républicains au Sénat. Un autre sénateur républicain, Chuck Hagel, voix influente sur les questions militaires, a lui aussi plaidé pour un désengagement progressif des troupes américaines et plusieurs responsables démocrates sont allés hier dans le même sens. d'après AFP

AFGHANISTAN

15 morts, 24 blessés

Au moins 15 personnes ont été tuées et 24 autres blessées dans un attentat-suicide contre un restaurant dans la province de Paktika, dans le sud-est de l'Afghanistan, ont annoncé hier des responsables locaux. Par ailleurs, un soldat de l'OTAN a été tué samedi ainsi qu'une cinquantaine d'insurgés lors de combats dans la province d'Uruzgan, dans le sud du pays, a annoncé l'ISAF, la force internationale d'assistance à la sécurité. Hier, le kamikaze qui s'est fait sauter dans un restaurant du district d'Urgun était un Pakistanais. Selon le gouverneur provincial Mohammad Akram Akhpelwak, ses cibles auraient été un commandant des forces spéciales afghanes et un chef de district, qui figurent parmi les blessés. Selon les statistiques de l'OTAN, 97 attentats-suicide, qui connaissent une forte récurrence dans le pays, avaient fait 217 morts entre le début de l'année et la mi-novembre. d'après AP

PAKISTAN

Loi sur le viol contestée

Quelque 8000 militants islamistes ont manifesté hier à Karachi pour protester contre l'adoption du projet de loi qui modifie en faveur des femmes la loi pakistanaise sur le viol et l'adultère. Aux termes d'une nouvelle Loi de protection des femmes, adoptée le 15 novembre par le Parlement, celles-ci n'auront plus l'obligation de trouver quatre témoins – hommes et « bons musulmans » – pour prouver un viol. De même l'adultère ne sera plus puni de la mort par lapidation mais par cinq ans d'emprisonnement au maximum et une amende. d'après AP

Fragile trêve à Gaza

SAKHER ABLOU EL-OUN
AGENCE FRANCE-PRESSE

GAZA — L'Autorité palestinienne et Israël s'efforçaient hier de préserver un cessez-le-feu fragile conclu la veille, qui n'en constitue pas moins le premier depuis pratiquement le début de la seconde Intifada.

Après son entrée en vigueur, l'accord a été fragilisé par un tir de roquettes sur Israël et l'annonce par l'Armée de l'islam – un groupuscule qui, avec deux autres groupes palestiniens, avait revendiqué la capture d'un soldat israélien en juin – qu'elle rejetait le cessez-le-feu.

Mais Israël et l'Autorité palestinienne envisagent d'élargir l'accord et de le consolider.

« Nous allons faire preuve de la retenue nécessaire dans les prochains jours (...). Il faut faire preuve de patience pour donner une chance au cessez-le-feu », a déclaré le premier ministre israélien, Ehoud Olmert.

« Il y a des violations du cessez-le-feu, mais j'ai donné ordre à l'armée de ne pas réagir, de faire preuve de retenue », a-t-il ajouté, soulignant qu'il avait pris en compte « la possibilité que le cessez-le-feu ne soit pas complètement appliqué ».

Selon lui, « l'accord de cessez-le-feu porte sur l'arrêt des violences de toute sorte, y compris l'arrêt des attaques suicide, de la contrebande d'armes (depuis l'Égypte vers Gaza) via les tunnels » outre l'arrêt des tirs de roquettes.

M. Olmert s'est montré optimiste sur la reprise des négociations de paix avec le président palestinien Mahmoud Abbas. « Tous ces éléments pourraient en fin de compte nous amener à l'ouverture de négociations directes et sincères entre nous et l'Autorité palestinienne, entre moi-même et Mahmoud Abbas, afin de parvenir à un accord », a-t-il assuré.

M. Olmert s'exprimait peu après que

les branches armées du Jihad islamique et du Hamas eurent tiré au moins huit roquettes à partir du nord de la bande de Gaza contre Israël, une heure après l'entrée en vigueur officielle du cessez-le-feu hier matin.

Conformément à l'accord, conclu samedi soir entre les groupes palestiniens d'une part, et MM. Abbas et Olmert d'autre part, l'armée israélienne a retiré toutes les unités d'infanterie de la bande de Gaza, où elles menaient depuis le 28 juin des opérations meurtrières qui ont fait plus de 400 morts parmi les Palestiniens.

Dix Israéliens ont été tués depuis le début de la seconde Intifada (septembre 2000) par les chutes de milliers de roquettes palestiniennes.

Côté palestinien, différents groupes ont annoncé la mise en place d'un comité pour étudier une « accalmie générale » avec Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, après la première journée de cessez-le-feu.

Berlusconi victime d'un malaise cardiaque spectaculaire



PHOTO FABRIZIO GIOVANNOLI, AP

L'ancien chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, victime hier d'un léger mais spectaculaire malaise cardiaque au cours d'un meeting en Toscane, a été hospitalisé à une semaine d'une manifestation à Rome où il espère rassembler des centaines de milliers de personnes contre le gouvernement de Romano Prodi. Des images télévisées impressionnantes ont montré Silvio Berlusconi, 70 ans, en train de fermer les yeux et de s'affaisser lentement, alors qu'il parlait à la tribune. Son médecin personnel, Umberto Scapagnini, également maire de Catane (Sicile), s'est approché le premier du magnat des médias, semblant lui prendre le pouls.

« Il n'y a plus rien de bon »

Reconstruire s'annonce long dans le sud du Liban



MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL

LIBAN

BINT JBEIL — Un cadre doré entourant un verset du Coran, accroché au mur du troisième étage, est à peu près tout ce qui reste de normal dans la maison de Chebib Kawassar, à Bint Jbeil, dans le sud du Liban.

Le toit bétonné comporte une ouverture béante d'où pendouillent des armatures métalliques tordues. De longues lézardes, qui témoignent de l'intensité

Selon le maire de Bint Jbeil, Ali Baydoun, près de 1000 bâtiments ont été détruits lors des affrontements, particulièrement intenses dans cette zone stratégique. Des roulottes ont temporairement été aménagées pour les familles qui n'ont pas trouvé refuge chez des voisins ou ailleurs dans le pays.

« C'est un acte d'une violence incroyable de venir comme ça tuer des gens et détruire leurs maisons », souligne l'homme de 69 ans, plus chanceux que plusieurs de ses concitoyens puisque sa propre résidence a été épargnée.

La mosquée, juste en face, a dû être complètement rasée. Une tente de Médecins sans frontières fait maintenant office de lieu de prière.

« Nous nous sommes d'abord occupés des maisons qui n'étaient pas trop touchées. On commence maintenant les

études pour la reconstruction », dit M. Baydoun.

Les résidents comptent sur l'aide du Hezbollah, qui a distribué des millions de dollars au cours des derniers mois aux familles affectées par le conflit dans le sud du Liban. Les citoyens de Bint Jbeil sont aussi soutenus par le Qatar, qui offre une aide financière aux quatre villages, tous touchés par les affrontements, plus situés dans l'extrême sud du pays, près de la frontière israélienne.

Le gouvernement libanais estime qu'il faudra investir près de trois milliards de dollars pour réparer les dommages causés par la guerre de l'été dernier aux infrastructures du pays.

Le premier ministre Fouad Siniora en a fait l'annonce mardi, jour où le minis-

tre chrétien Pierre Gemayel a été assassiné. Sa mort a fait monter la tension entre le gouvernement et les formations pro-syriennes du pays, dont le Hezbollah, qui menace de déclencher d'importantes manifestations cette semaine s'il n'obtient pas, avec ses alliés, des pouvoirs politiques accrus.

La tension qui a cours dans la capitale n'est guère palpable dans le sud du pays, une région montagneuse spectaculaire où abondent les oliveraies. L'armée, longtemps absente en raison de la mainmise du Hezbollah, est de nouveau postée le long des routes. On croise plusieurs points de contrôle en descendant vers Bint Jbeil ainsi que quelques véhicules de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

« L'armée libanaise fait partie de nous. On est content de sa présence », souligne Nagala, une femme de 52 ans.

Le Hezbollah s'affiche dans la plupart des villages de la région par des bannières montrant le secrétaire général du mouvement, Hassan Nasrallah, ou encore les photos de martyrs tombés pour la cause.

Les combattants de la formation chiite, eux, se sont fondus dans la masse. Et leurs armes ont été dissimulées.

« Elles seront prêtes à resservir s'il y a un besoin », souligne, sourire en coin, le maire de Bint Jbeil, qui dit compter plusieurs militants du mouvement dans sa communauté.

Les résidents se préoccupent beaucoup plus des bombes à fragmentation utilisées par Israël que des armes du Hezbollah.

Elles constituent un risque important pour la population puisque l'ONU estime que près de 40 % des sous-munitions dispersées par ces engins dans le sud du Liban – on en compterait plus d'un million au total – n'ont pas explosé.

des bombes ayant frappé l'immeuble, courent un peu partout. Un divan déchiqueté, une poupée couverte de poussière, une cuvette de toilettes retournée, des colonnes en plâtre éclatées... « Il n'y a plus rien de bon », souligne l'agriculteur de 70 ans.

Dans la cuisine, où ce qu'il en reste, le vieil homme ouvre un sac dans lequel se trouve un pansement taché de rouge. « C'est du sang israélien », dit-il.

Les soldats de Tsahal ont occupé le bâtiment un moment en juillet et l'ont brûlé après avoir tout mis sens dessus dessous, explique M. Kawassar, qui est resté terré plusieurs jours dans le sous-sol avec des dizaines d'autres personnes tandis que les combats avec les miliciens chiites du Hezbollah faisaient rage.

« C'est un acte d'une violence incroyable de venir comme ça tuer des gens et détruire leurs maisons », dit le maire.

ÉDITORIAUX

Ça va mieux, mais...



ANDRÉ PRATTE

La situation dans les urgences des hôpitaux du Québec est-elle plus acceptable que celle qui avait cours il y a quelques années, alors que des dizaines de patients souffraient pendant des jours sur des civières stationnées dans les corridors? C'est la question que sont venus relancer les reportages de nos collègues Katia Gagnon et André Noël, publiés au cours des derniers jours. Leur enquête a révélé à la population l'existence d'«unités de débordement», où se retrouvent des patients qui ont quitté les urgences mais qui sont loin de jouir du confort déjà très relatif d'une chambre. Ces patients-là sont ignorés par les statistiques. Ce qui fait dire à un médecin: «Le palmarès des urgences, c'est du camouflage.»

Pourtant, Québec a multiplié les initiatives et les investissements dans l'espoir de désengorger les urgences. En vain? Non. Il

Il ne faut pas se laisser bercer par les statistiques.

Il y a bel et bien amélioration. Les statistiques sont convaincantes: même dans les établissements où il n'existe pas d'unité de débordement, le taux d'occupation des urgences et le nombre de patients alités sur une civière pendant plus de 48 heures ont sensiblement diminué.

Les investissements consentis au cours des dernières années ont rendu plusieurs salles d'urgences plus spacieuses et plus fonctionnelles. À la Cité de la santé de Laval, où, ces jours-ci, plus de 50 patients sont entassés dans les unités de débordement, la salle d'urgences comme telle, refaite l'an dernier, est à la fine pointe du confort et de la technologie. À l'hôpital du Sacré-Coeur, une

nouvelle salle est présentement en construction.

Même là où l'unité de débordement... débord, les conditions sont meilleures qu'à l'époque où les civières étaient alignées par dizaines dans les corridors. Un peu partout dans le réseau de la santé, on convient que les urgences sont mieux gérées qu'avant, que les patients y passent moins de temps, qu'ils sont plus rapidement dirigés vers les ressources appropriées. Et on accorde le gros du crédit pour ces changements au ministre de la Santé, Philippe Couillard.

Cela dit, les reportages de Katia et André montrent que ces progrès ne suffisent pas. Qu'il subsiste des situations pénibles pour les patients. Sous prétexte que «c'est bien mieux qu'avant», les gestionnaires du réseau ne se sont peut-être pas émus suffisamment de la détérioration des conditions dans les unités de débordement. C'est à la suite de la publication des articles de *La Presse* que M. Couillard a décidé d'envoyer des équipes dans les établissements problématiques. «Par souci pour la dignité et la sécurité des malades, a expliqué le ministre, chacun de ces hôpitaux va faire l'objet de mesures correctives immédiates lorsque ce sera nécessaire.» La publication régulière de statistiques sur

la situation des urgences a forcé les responsables à prendre les choses en main. C'est pourquoi les données sur les unités de débordement devraient également être publiées chaque jour.

Dans l'appréciation de l'état du système québécois de la santé, il faut éviter le sensationnalisme dont font preuve certains médias; celui-ci mène à une gestion de crise permanente, où l'improvisation et les expédients priment la planification et les actions de fond. Toutefois, il ne faut pas non plus se laisser bercer par les statistiques, encore moins s'endurcir aux conditions inacceptables qui sévissent encore trop souvent dans les hôpitaux. La vigilance, notamment celle des médias, est toujours de mise, au nom justement de la dignité et de la sécurité des patients dont parle le ministre.

OPINION

Nation un jour, nation toujours

DENIS MONIÈRE
PIERRE DE BELLEFEUILLE

Les auteurs sont respectivement professeur de science politique à l'Université de Montréal et journaliste, ancien député du Parti québécois.

Pour nous souverainistes, la reconnaissance de la nation québécoise par le parlement canadien constitue un pas important vers le changement de statut politique du Québec. Quoique certains en disent, les mots en politique sont lourds de sens et ont une portée politique. L'histoire du Canada en fournit une démonstration convaincante.

Dire que la population québécoise forme une nation n'est pas en soi une nouveauté puisque cette réalité était reconnue par les autorités fédérales au début des années 60. Harper nous ramène en quelque sorte à l'esprit du gouvernement de Lester B. Pearson qui reconnaissait sans état d'âme l'existence de deux peuples fondateurs et sa conséquence politique l'attribution de pouvoirs particuliers à l'État du Québec. André Laurendeau, en acceptant la présidence de la commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, cherchait à traduire politiquement cette égalité entre les deux peuples.

Mais cette affirmation nationale du Québec fut stoppée par l'arrivée sur la scène politique de Pierre Trudeau qui était parfaitement conscient du sens des mots et qui déniait au Québec le statut de nation. Harper a donc entrepris de détricoter l'héritage du trudeauisme en revenant à l'esprit de Pearson.

Mais les mots ont eux-mêmes changé de sens avec le temps grâce à la montée du mouvement souve-

rainiste et si, au début des années 60, la thèse des deux nations désignait la nation canadienne-française et la nation canadienne-anglaise, aujourd'hui, le sens de la nation s'est politisé et on parle de la nation québécoise, ce qui désigne l'ensemble de la population qui vit sur le territoire juridique du Québec. En adoptant ce qualificatif, le parlement canadien reconnaît que le Québec comme entité juridique est plus qu'une province puisqu'il constitue une nation.

Si aujourd'hui, les habitants du territoire du Québec forment encore une nation soumise à un pouvoir extérieur, ils peuvent aussi à titre de nation vouloir changer ce statut de subordination politique. Lorsque les Québécois le voudront, ils pourront décider de devenir une nation souveraine.

Nous estimons qu'une des conséquences politiques de cette reconnaissance par le parlement canadien de la nation québécoise sera de faire sauter le verrou de la loi sur la clarté qui niait la légitimité du projet de souveraineté.

La reconnaissance de la nation québécoise ne peut être à géométrie variable et ne s'applique que dans le cadre du Canada uni. Elle sera tout aussi valable et aura aussi une portée politique majeure lorsque les Québécois voudront accéder à la souveraineté. Le Canada, en acceptant cette reconnaissance, vient de légitimer la démarche vers la souveraineté du Québec sur la scène internationale. Il lui sera impossible de refuser de négocier de nation à nation lorsque les Québécois auront décidé de leur destin politique. Une nation demeure une nation peu importe les circonstances ou les conjonctures.

«Les Québécois forment une nation dans un Canada uni»



serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Victoire sur les «dinosaurés»

Le rapport du vérificateur général sur la SAQ fait ressortir des points forts dans la gestion de Sylvain Toutant

GAÉTAN FRIGON



L'auteur est un ancien pdg de la SAQ.

Dire que la SAQ passe un mauvais quart d'heure par les temps qui courent n'est certes pas une exagération. Pour-

tant, le rapport du vérificateur général ne soulève pas que des aspects négatifs. Il faut avoir été PDG de la SAQ pour comprendre toute la portée d'une des conclusions du rapport, et non la moindre, à savoir que les changements apportés «font entrer la SAQ dans l'ère moderne du commerce de détail». Le résultat de la réforme du système actuel, entreprise en 1998, tient au fait que la SAQ a maintenant le feu vert pour sélectionner elle-même ses produits et en négocier le prix.

Dans les faits, le Vérificateur met un terme à huit années de tergiversations et de tensions entre les tenants d'un vieux système de privilèges, hérité de

l'époque de la «Commission des liqueurs» ou de la «Régie», et les tenants qui exigent la modernisation des pratiques commerciales de la Société pour répondre aux attentes d'une clientèle plus éduquée et plus exigeante.

Système de privilèges

Imaginez un peu le vieux système de privilèges, en place depuis plusieurs décennies, lequel accordait à un certain nombre d'agents le pouvoir exclusif de sélectionner les produits qui seraient offerts sur les tablettes des succursales, sans que la SAQ n'ait vraiment son mot à dire. L'agent qui avait 5% du marché avait droit de choisir 5% des nouveaux produits année après année avec, comme résultat, que la SAQ s'est retrouvée avec une surreprésentation de produits de certaines régions et une sous représentation des produits du Nouveau Monde.

Avec un tel système de privilèges, la SAQ abdiquait automatiquement son droit de négocier ses prix coûteux. Elle laissait les fournisseurs les modifier à leur guise, sans pouvoir intervenir. La SAQ payait ainsi plusieurs de ses produits trop cher. En fait, il était

impossible pour la SAQ d'utiliser adéquatement son pouvoir d'achat, même si elle était et est toujours «le plus important acheteur de vins français au monde». C'était une situation intenable qui devait changer un jour ou l'autre. Aujourd'hui, c'est chose faite.

La réforme de ce système n'a pas été de tout repos. Il m'avait été impossible de la mener jusqu'au bout. On s'était vite rendu compte des obstructions systématiques à vouloir changer un système de privilèges ancré dans les mœurs et où chaque pas faisait l'objet d'une lutte acerbe. Que Sylvain Toutant ait réussi la phase finale de ce changement, en choisissant les produits pour appel d'offres et en reprenant la négociation des prix, est tout à son honneur et je lui lève mon chapeau.

Il y a bien eu des maladroites dans l'exécution des nouvelles politiques de mise en marché mais cela ne remet pas en cause la compétence de l'actuel PDG ni le bien-fondé des réformes entreprises. Il serait incorrect de ne se rappeler que du mauvais côté du rapport du vérificateur général en oubliant que, dorénavant, la SAQ a le pouvoir de faire entrer sur le marché québécois les meilleurs produits possible et d'en négocier le prix. Que j'aurais aimé avoir cette possibilité dans mon temps.

J'ai toujours eu la conviction que cette victoire de la SAQ sur les «dinosaurés» qui voulaient la confiner à un rôle de simple courroie de transmission viendrait un jour car le bon sens finit toujours par l'emporter.

Merci, cher Noiret

PAUL TOUTANT
L'auteur a été chroniqueur culturel à Radio-Canada.

Quelle nouvelle triste à pleurer! La mort de Philippe Noiret me chagrine énormément, comme elle attriste les cinéphiles du monde entier. Cet homme à qui Frédéric Back avait confié la narration de *L'homme qui plantait des arbres* était un ami du Québec.

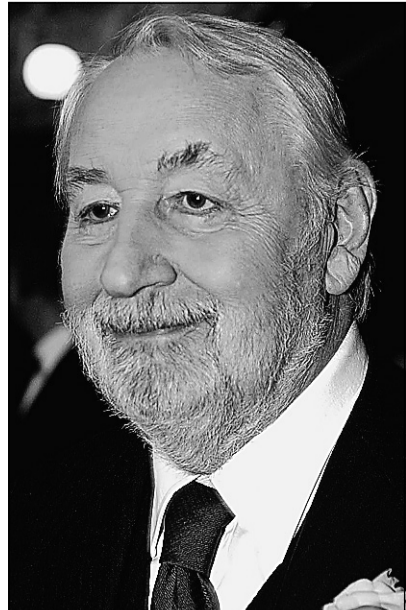
Je l'avais rencontré dans le cadre du *Téléjournal* lors de la parution ici du film *Chouans*. Nous avions parlé de la vie, de la mort, de l'amitié. Après le tournage, son agent m'avait transmis une invitation à souper de la part de l'acteur: il avait aimé notre entretien. Au Beaver Club du Reine Elizabeth, nous avions mangé des viandes de gibier québécois. Malicieusement, il

m'avait demandé de choisir les vins qui accompagneraient notre souper!

Me souvenant du délicieux épicurien d'Alexandre le Bienheureux, j'avais commandé les bourgognes les plus chers, des vins de la maison Romanée Conti. Le représentant de France Film en avait pâli.

Et là, surprise, Noiret m'annonce qu'il ne boit plus, que le vin lui occasionne des trous de mémoire. Alors pendant tout le repas, avant chaque gorgée, je fais humer mon verre à Noiret qui en décrit les parfums les plus subtils avec une poésie savoureuse.

À la fin du souper, on se disait TU. Je pleure en pensant à toi, cher Noiret, merci pour ces films inoubliables, cette voix unique, ce regard empreint de malice et d'humanité.

PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE
Philippe Noiret

Retour sur 1995



pgagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Lorsque Stephen Harper a déposé sa motion reconnaissant la nation québécoise, mercredi dernier aux Communales, on se serait cru revenir aux beaux jours (?) de la campagne référendaire de 1995, alors que partisans du OUI et du NON se crépaient le chignon, souvent avec beaucoup de passion, sur la place publique et dans les colonnes des journaux.

Déjà responsable des pages d'opinion de *La Presse*, à cette époque, j'ai vu passer durant des mois et des mois des centaines de lettres de lecteurs et de textes d'opinion enflammés de partisans d'une ou l'autre option. D'un côté, des indépendantistes accusant les partisans du NON d'être des traîtres à la nation québécoise, des vendus à la cause canadienne. De l'autre, des fédéralistes estimant que les supporters du OUI étaient des gens inconséquents prêts à dilapider l'héritage canadien légué par leurs aïeux.

Tout cela dans un espèce de climat d'hystérie collective qui explique peut-être pourquoi aujourd'hui, 11 ans plus tard, une forte majorité de Québécois continuent d'affirmer, sondage après sondage, qu'ils ne souhaitent pas la tenue d'un nouveau référendum.

Mercredi dernier, donc, Stephen Harper n'avait pas encore eu le temps de s'asseoir à son fauteuil, une fois sa déclaration terminée, que les courriels passionnés pleuvaient déjà à *La Presse*.

— « Les Québécois forment une nation. C'est une évidence. Comme la position de Harper est hypocrite et arriviste. Ça aussi, c'est une évidence. » (Louis Carrier)

— « Et voilà! Le Bloc ne sert plus à rien! On va pouvoir passer à autre chose! » (Pierre Anger)

— « Pourquoi ne peut-on pas être fier d'être Québécois et fier de vivre dans un si beau pays qu'est le Canada? Allez vous promener en Afrique en vous plaignant que le Canada est méchant envers le Québec. On va rire de vous en pleine face! » (Patrick Wolferstrike)

— « La proposition Harper est complètement hypocrite. Les Québécois ne se laisseront pas avoir... » (David Pagé)

— « Harper a édulcoré le mot nation et il voudrait maintenant nous faire avaler sa couleuvre. Jamais! » (François Tessier)

— « Quel opportuniste! Harper sent le pouvoir lui échapper, alors il reconnaît la nation québécoise, ce qui ne veut strictement rien dire. La suite à la prochaine élection. » (Guy Archambault)

— « Encore une belle manipulation fédéraliste. Harper n'est pas fou. Il a vu fonctionner Trudeau: "non veut dire oui", lors du référendum de 1980. » (Renée Veilleux)

— « Harper se fout complètement de savoir si les Québécois forment une nation ou non! Tout ce qu'il veut, c'est rester au pouvoir. Bavez autant que vous voulez, fédéralistes, mais la souveraineté, on l'aura, qu'importe combien de temps ça prendra! » (Martin Demers)

— « Harper se comporte comme un imbécile. Que le Québec et les Québécois forment ensemble une nation est une évidence et, qu'on le veuille ou pas, toute nation a le droit le plus strict à l'autodétermination. » (Robert Henri)

— « Pauvres séparatistes! Encore une fois, ils se sont bien fait posséder. C'est pour quand, déjà, le troisième référendum? » (Johanne Pilon)

Indéniablement, le ton n'a pas beaucoup changé depuis 1995. Aussitôt que survient un développement dans le dossier constitutionnel, on redécouvre chez certains toujours les mêmes passions exacerbées. Toujours les mêmes débordements et les mêmes excès de langage.

Facilement, à travers tous ces courriels, on peut deviner qui a voté OUI ou NON en 1995 et qui voterait encore NON ou OUI s'il fallait qu'il y ait une nouvelle consultation sur l'avenir du Québec au cours des prochaines années.

À cet égard, la semaine qui commence pourrait être cruciale pour l'avenir de « la nation québécoise dans un Canada uni ». Ainsi, demain, nous assisterons aux deux votes aux Communales sur les motions de Stephen Harper et de Gilles Duceppe. Et dès mercredi, nous verrons comment les délégués au congrès du Parti libéral du Canada disposeront de la question. En somme, un avant-goût de l'année politique 2007...

Mais heureusement, comme en 1995, il y a aussi des gens qui sont capables de relativiser et de juger les événements au-delà d'une ligne strictement partisane. Ainsi, ce petit courriel délicieux de Michel Nolet, de Drummondville: « Notre premier ministre l'a dit. Nous, Québécois, formons une nation. Quel grand jour pour moi et une majorité de Québécois. Que la vie sera belle et facile dorénavant. Maintenant que ce dossier de première importance est clos, pourquoi pas régler celui de la couleur de la margarine? Ensuite, nous essaierons de trouver un peu de temps pour des sujets secondaires comme l'économie, la santé, l'environnement et l'éducation... »

LA FACE CACHÉE DES PPP

Est-ce une bonne idée de construire les hôpitaux CHUM et McGill en PPP? Québec annoncera sa décision au début de 2007, après avoir pris connaissance des recommandations de l'Agence des partenariats public-privé. Le gouvernement Charest, cependant, n'a jamais caché sa préférence. Tout le monde s'attend à ce qu'il aille en PPP. Mais comme l'a constaté notre éditorialiste, plusieurs des hôpitaux qui ont été construits sur ce modèle au Royaume-Uni ont connu des problèmes inquiétants. Et on n'est même pas sûr qu'ils coûtent moins cher aux contribuables. Voici la dernière tranche de notre reportage éditorial. Aussi sur Cyberpresse.ca/opinions.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©
Lors de l'annonce officielle de la construction du nouveau CHUM, au 1000, rue Saint-Denis à Montréal, tout le monde affichait un sourire satisfait. L'avenir nous dira si la bonne humeur du moment était justifiée.

Un carcan

Le modèle PPP est trop rigide, mais présente certaines caractéristiques intéressantes



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

LONDRES — Nous sommes allés en Angleterre pour savoir si ce serait une bonne idée de construire le CHUM et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) en PPP, comme Québec envisage de le faire. Ce que nous y avons vu nous a convaincus que non. C'est une formule qui, lorsqu'on l'applique à des hôpitaux, présente beaucoup d'inconvénients et très peu d'avantages.

Toutefois, certaines caractéristiques du modèle PPP méritent considération. « Le processus des PPP a amené beaucoup de discipline », souligne Ian Wootton, associé chez PricewaterhouseCoopers et porte-parole du PPP Forum, l'organisme qui défend les intérêts du secteur privé. D'autres sources, dont la firme Standard & Poor's à Londres, nous ont dit la même chose.

Et c'est vrai à tous points de vue. Les fonctionnaires doivent déterminer leurs besoins avant et non pendant la construction. Les ministres ne peuvent plus faire d'annonces à partir d'estimations sommaires. Et les entrepreneurs sont payés seulement à la fin du projet, ce qui est une bonne motivation pour terminer à temps.

C'est cette discipline, et non la lourdeur et la rigidité des PPP, qu'il faut insuffler aux projets du CHUM et du CUSM. Souvenez-vous du rapport ahurissant que le Vérificateur général du Québec a publié sur le secteur de la santé en juin dernier. Neuf chantiers, neuf dérapages. La différence entre les coûts annoncés au départ et la facture finale allait de 19 à 204%!

Un centre d'hébergement qui devait être agrandi au coût de 5,6 millions s'est terminé par une construction neuve de 16,1 millions. Un bâtiment de 4,4 millions a coûté 360 000 \$ de plus parce qu'on avait oublié de budgéter le troisième étage. « De fait, pour les projets que nous avons examinés, les demandes de majoration des budgets prévisionnels ont toutes été acceptées », note le VG.

Le problème, encore une fois, ne vient pas du mode conventionnel, mais de l'incroyable manque de rigueur avec

lequel il a été utilisé. Le rapport présente d'ailleurs plusieurs recommandations pour éviter de tels désastres.

D'abord, s'assurer d'avoir un gestionnaire de projet dès le début. « C'est essentiel et primordial, on améliore nos chances de succès autant au niveau des budgets que des échéanciers », dit le vérificateur général adjoint, Gilles Bédard. Ensuite, bien évaluer les besoins. Et finalement, bien analyser les risques pour éviter les mauvaises surprises.

La nomination d'un directeur exécutif, Clermont Gignac, pour aider les deux hôpitaux universitaires à préparer leur projet, est un pas dans la bonne direction. Les dossiers d'affaires que prépare l'Agence des PPP aussi, puisqu'ils permettront de mieux cerner les projets avant d'aller en appel d'offres.

Cependant, rien n'interdit de faire

Une caractéristique des PPP qui mériterait d'être retenue, c'est de confier l'entretien au groupe qui le construit. Cela incite l'entrepreneur à bâtir un hôpital de qualité. Et ça empêche le gouvernement de rogner sur l'entretien.

preuve d'autant de rigueur en mode conventionnel. Le Conseil du Trésor planche d'ailleurs sur un cadre de gouvernance qui pourrait être appliqué à tous les grands projets publics et qui reprendrait plusieurs éléments du dossier d'affaires utilisé par l'Agence des PPP.

L'autre caractéristique des PPP qui mériterait d'être retenue, c'est cette idée de confier l'entretien de l'hôpital au groupe qui le construit. La formule présente un double avantage. D'abord, elle incite l'entrepreneur à bâtir un édifice de qualité, puisque c'est lui qui devra le garder en bon état. Ensuite, elle empêche le gouvernement de rogner sur l'entretien. C'est même le plus grand avantage des PPP, considère l'économiste Andrew Lloyd-Kendall. « On sait aujourd'hui que si l'environnement est agréable, les gens sortent beaucoup plus rapidement. Et ils attrapent pro-

blement moins de maladies nosocomiales. » Même des gens qui sont très critiques envers les PPP, comme l'économiste Jon Sussex et le spécialiste du bâtiment Malcolm Hollis, trouvent que c'est une bonne idée.

Québec a déjà eu l'intelligence d'opter pour un « PPP léger », pour reprendre l'expression du ministre Couillard, en ne transférant pas l'entretien ménager et les autres services auxiliaires au secteur privé. Il peut faire encore mieux en s'occupant du financement.

Le gouvernement, comme on le sait, obtient toujours un meilleur taux d'intérêt que le secteur privé. Toutefois, c'est un avantage assez minime, comme l'a découvert le gouvernement britannique en finançant lui-même quelques PPP. « On parle de 0,1 à 0,4 % sur le coût total du projet », dit Ian Wootton, dont la firme a participé à deux de ces expériences.

Ce qui ferait une différence importante ici, c'est l'exemption de taxes dont jouit la Corporation d'hébergement du Québec — la division immobilière du ministère de la Santé. Le secteur privé, lui, n'a pas droit à cet avantage fiscal. Si c'est lui qui possède les édifices, ceux-ci coûteront plus cher à construire.

Mais si nous croyons que Québec doit rester propriétaire de ses hôpitaux universitaires, c'est surtout pour que ceux-ci aient les coudées franches. Pour des établissements qui veulent se maintenir à la fine pointe, c'est indispensable.

On peut comprendre que le gouvernement Charest soit intéressé par les partenariats avec le privé. Tous les pays le sont. Le prolongement des autoroutes 25 et 30, ainsi que la construction du CHSLD Champlain, en Montérégie, sont des bonnes façons d'expérimenter la formule. Mais il faut absolument éviter d'imposer un tel carcan au CHUM et au CUSM.

À LIRE SUR CYBERPRESSE



- Éléphants blancs à l'horizon
- Les fonctionnaires à l'école des PPP. À lire sur www.cyberpresse.ca/opinions

SUITES DE LA UNE

Québec saisit le Conseil des services essentiels

QUÉBEC

suite de la page A1

Nous avons proposé une entente qui permettrait de régler la question des augmentations des primes d'assurances en cinq minutes, et selon les mêmes paramètres qui ont été utilisés historiquement, a-t-il soutenu. Il ne manque que la signature du président de la Fédération des médecins spécialistes.

Le Conseil aura également à se prononcer sur la question de l'enseignement. « Il est clair que la mise en danger d'une cohorte d'étudiants en médecine, compte tenu de la pénurie de médecins actuelle, aurait un impact très négatif sur l'accessibilité des soins médicaux », a affirmé M. Couillard. Depuis la rupture des négocia-

tions, plusieurs médecins spécialistes affirment qu'ils cesseront de travailler le 1^{er} janvier, lorsque leur assurance responsabilité arrivera à échéance. Depuis trois semaines, ils refusent aussi d'encadrer leurs étudiants. À l'Université de Montréal, cela aura en principe comme conséquence l'arrêt de tous les stages dès aujourd'hui.

« Je demande à la Fédération des médecins spécialistes d'être raisonnable et pragmatique, et de revenir aux tables de négociation », a lancé M. Couillard, en compagnie de la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget.

Les deux ministres ont présenté les plus récentes offres gouvernementales, qui porteraient le revenu des médecins spécialistes à 336 000 \$ en 2014, soit une hausse de 83 000 \$ (32,7 %). Il s'agit d'une bonification de 2,5 %

par rapport à l'offre précédente. La Fédération des médecins spécialistes réclame des revenus de 392 000 \$ en 2014, soit une hausse de près de 140 000 \$, pour arriver à l'équité avec leurs collègues des autres provinces.

« Ce que nous mettons sur la table représente beaucoup, beaucoup d'argent », a commenté M^{me} Jérôme-Forget. Son collègue a cependant précisé qu'il ne s'agit que d'une « offre de départ ».

Joint à Chicago, le président de la Fédération des médecins spécialistes, Gaétan Barrette, n'a pas fait grand cas de la proposition gouvernementale. « Elle ne comble aucun écart avec les médecins des autres provinces. Au contraire, elle l'accroît », a-t-il affirmé. La proposition de départ nous ramène à des conditions pires que celles qui prévalaient en 2004. Comment est-ce pos-

sible, dans de telles conditions, d'arriver à l'équité avec les médecins des autres provinces? »

En conférence de presse, M^{me} Jérôme-Forget a reconnu que les propositions mises de l'avant ne régleraient pas entièrement l'écart salarial avec les médecins du reste du Canada, évalué à 44 % par les médecins spécialistes. « Je leur rappelle cependant qu'on a fait des choix politiques, ici au Québec, grâce auxquels les médecins peuvent avoir accès aux garderies à 7 \$ et la population a accès à des assurances médicaments », a lancé la présidente du Conseil du Trésor.

« La société n'est pas un buffet dans lequel on peut prendre ce qui fait notre affaire et rejeter ce qui ne fait pas notre affaire, a poursuivi M. Couillard. On s'est bâti des conditions telles que ça ne coûte presque rien d'étudier la

médecine ici comparé à ce que ça coûte en Ontario. Cela doit être pris en compte. »

Des arguments qui ne semblent pas faire plier la Fédération : « Nous ne retournerons pas aux tables de négociation avec ce qui vient d'être offert. Ce qu'on veut, c'est l'arbitrage », a affirmé le D^r Barrette.

Sans se prononcer sur les offres, le président du Regroupement provincial des comités des usagers, Jean-Marie Dumesnil, appuie pleinement la démarche du gouvernement devant le Conseil des services essentiels. « Je pense que, d'entrée de jeu, tous les moyens de pression utilisés par les médecins sont inacceptables. C'est toujours le patient qui est pris en otage. » Selon lui, les médecins spécialistes doivent maintenant faire preuve de bonne foi en retournant à la table de négociation.

Benoît XVI ne pouvait pas tomber plus mal

PAPE

suite de la page A1

« Que le pape qui a insulté notre prophète ne vienne pas! » clamaient de nombreuses affiches, en référence au fameux discours de Ratisbonne, dans lequel Benoît XVI avait cité un empereur chrétien du XIV^e siècle qui traçait un lien entre la violence et l'islam.

« Nous respectons sa religion, qu'il respecte la nôtre », s'est indignée une femme venue assister à la protestation avec des amis et des enfants.

Étudiant en économie, Murat Bayraktar était tout aussi outré. « Le pape veut montrer qu'il peut venir chez nous après nous avoir insultés, c'est de la provocation », s'est-il exclamé.

Après son discours de septembre, Benoît XVI avait exprimé des regrets, sans vraiment s'excuser. Alors que des fidèles rencontrés cette semaine devant la mosquée

Fatih, dans l'un des quartiers les plus religieux d'Istanbul, disaient espérer que le pape profite de son voyage pour demander pardon aux musulmans, les manifestants d'hier estimaient qu'il était trop tard pour des excuses.

Mais l'hostilité à l'égard du pape s'appuyait aussi sur un tas d'autres raisons : des manifestants lui reprochaient par exemple son indifférence face à la situation en Irak et en Afghanistan, des guerres menées par ses « partisans » et contre lesquelles il ne dit rien.

D'autres scandalaient des slogans religieux et s'indignaient devant certains points du programme de la visite du pape. Surtout sa rencontre avec le patriarche orthodoxe Barthélémy I^{er}, non reconnu par la Turquie, et sa visite au musée de la cathédrale Sainte-Sophie – autrefois une mosquée.

« Le pape n'agit pas individuellement, il fait partie d'un plan diabolique contre l'islam », a affirmé le président de Saadet, Recai

Kutan. Son parti n'a recueilli que 2,5 % des voix aux élections du printemps 2003, et il n'a aucun député à l'Assemblée nationale. Organisée avec le parti ultranationaliste MHP, la manifestation d'hier a attiré environ 25 000 personnes, selon la police.

Contrairement à ce que l'on voit habituellement dans les rues d'Istanbul, ici, une majorité des femmes portaient le foulard islamique. Et de jeunes agents de sécurité tentaient tant bien que mal de les tenir à l'écart des manifestants masculins. La manifestation s'est déroulée sans dérapage, sous la surveillance de la police, qui avait dépêché 4000 hommes et quelques blindés dans le coin.

Plusieurs manifestants brandissaient des inscriptions en anglais, visant de toute évidence les médias étrangers massivement accourus sur les lieux.

La manifestation d'hier ne rejoignait qu'une frange de l'opinion publique turque. Mais

l'hostilité envers le pape est aussi grande chez les électeurs du parti Justice et Développement (AKP), actuellement au pouvoir.

Aussi ses leaders ne se précipitent-ils pas pour serrer la main du pape. Aux dernières nouvelles, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan quittera Istanbul demain, le jour même de l'arrivée de Benoît XVI, pour assister à la rencontre de l'OTAN en Lettonie. Tout au plus a-t-il accepté de croiser le Saint-Père à l'aéroport, et encore, seulement si les horaires de vol le permettent.

Au-delà du quartier périphérique où avait lieu le rassemblement d'hier, dans la populaire rue piétonne Istiklal, par exemple, une marée humaine ininterrompue longeait les vitrines et les cafés sans trop se préoccuper de la venue imminente du pape.

Cette visite soulève en revanche beaucoup de scepticisme chez les analystes, qui trouvent qu'elle ne pouvait tomber plus mal. « Les

ultranationalistes vont l'utiliser comme plateforme politique », déplore l'éditeur Ragip Zarakolu, qui fait partie du groupe d'intellectuels turcs constamment harcelés par la justice.

D'autres reprochent au pape d'avoir peu à peu brisé les liens interreligieux tissés par son prédécesseur. « Ce pape a aboli le poste de responsable du dialogue interreligieux au Vatican, il casse tout ce que Jean-Paul II avait commencé », dit Cengiz Aktar, spécialiste des questions européennes à Istanbul. Selon lui, la visite de Benoît XVI ne fera qu'accroître les clivages.

Murat Belge, professeur de littérature à l'Université Bilgi et figure de proue du mouvement de démocratisation en Turquie, n'a pas non plus une haute opinion du pape : « Je crois que ce pape serait bien heureux de voir un peu de fanatisme sauvage chez les Turcs, tandis que les fanatiques musulmans seraient au fond bien heureux qu'il les insulte à nouveau. »

À l'extérieur de la minuscule communauté chrétienne turque, le pape est accueilli au mieux avec froideur, au pire avec une vive hostilité.

Achetez maintenant et soyez prêt pour la prochaine hausse à la pompe.

La Jetta TDI. Plus de 1 000 km[†] avec un seul plein.



Plutôt que de pêter un plomb à la prochaine hausse du prix de l'essence, procurez-vous une Jetta TDI. Avec ses 6,6 L aux 100 km en ville et 5,2 L aux 100 km sur autoroute, vous resterez d'un calme impeccable peu importe ce qui se passe sur les marchés du pétrole. Et pour un temps limité, profitez d'un avantageux taux de financement à partir de seulement 2,9 %. Le plus tôt que vous faites un essai routier de la Jetta TDI chez votre concessionnaire sera le mieux.

Jetta
TDI[†]2,9%^{**} Taux de financement
jusqu'à 36 moisPDSF à partir de
26 750 \$^{††}4 ans / 80 000 km^{***}
Garantie limitée du véhicule neuf

Visitez vw.ca ou appelez au 1 888 ROULEVW pour plus de détails.

*Carburant diesel requis. †Distance approximative sur l'autoroute de 1 057 km pour la Jetta TDI 2006 de 1,9 litre avec boîte manuelle. Données basées sur un réservoir de 55 litres et sur les données de consommation de Transports Canada de 5,2 L/100 km. Distance approximative en ville de 833 km pour la Jetta TDI 2006 de 1,9 litre avec boîte manuelle. Données basées sur un réservoir de 55 litres et sur les données de consommation de Transports Canada de 6,6 L/100 km. Données fournies à des fins de comparaison seulement. Votre consommation peut varier selon les accessoires et l'utilisation. **Offre sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. L'offre s'applique à toutes les Jetta TDI neuves, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Exemple de financement à l'achat : un montant de 26 750 \$ au taux d'intérêt annuel de 2,9 % correspond à un versement mensuel de 698,34 \$ pendant 36 mois avec un acompte de 2 700 \$. Total des frais de crédit de 1 090 \$, pour une obligation totale de 27 840 \$. L'offre prend fin le 30 novembre 2006. ††PDSF de la Jetta TDI 2006, 26 750 \$. Taxes, immatriculation, droits, frais de titre et de documentation, inspection de prélivraison, frais administratifs (y inclut les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au Registre des droits personnels et réels mobiliers), frais de transport de 695 \$, assurances et autres options en sus. Détails chez le concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. ***Selon la première éventualité. Les réglages et l'usure normale des pièces ne sont plus couverts par la garantie après 12 mois ou 20 000 km, selon la première éventualité. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Jetta » et « TDI » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada Inc. 2006.